

STARTUP STATES SOCIETY

UID : CHE-418.101.559 · Verein, CC arts. 60–79 · Genève, Suisse
SwissMailBox 467 · 12, Rue Le Corbusier · 1208 Genève · startupstates.swiss
+41 27 539 16 11 · x.com/startup_states · t.me/startupstates



STATUTS CONSOLIDÉS

CONSOLIDATED STATUTES — REFERENCE TRANSLATION

Association (Verein) — Articles 60 à 79 / Articles 60 to 79 — Code civil suisse / Swiss Civil Code (RS 210)
République et Canton de Genève — Confédération suisse / Republic and Canton of Geneva — Swiss Confederation

VERSION CONSOLIDÉE — 2026

Intégrant : Statuts anglais originaux (4 juin 2025, Nyon) · Statuts anglais révisés (1er juillet 2025, Genève) · Statuts français + Amendements I, II et III (20 octobre 2025, Durrës) · Présente refonte structurelle et consolidation intégrale (2026).

Incorporating: Original English Statutes (4 June 2025, Nyon) · Revised English Statutes (1 July 2025, Geneva) · French Statutes + Amendments I, II and III (20 October 2025, Durrës) · Present structural restatement and full consolidation (2026).



NOTE SUR LA LANGUE / NOTE ON LANGUAGE

La version française est la seule version officiellement contraignante et juridiquement authentique. La traduction anglaise est fournie à titre purement informatif : elle n'a aucun effet juridique autonome. En cas de divergence, la version française prévaut. / The French version is the sole officially binding and legally authoritative version. The English translation is provided for informational purposes only: it has no autonomous legal effect. In the event of any divergence, the French version prevails.

CHAPITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES / CHAPTER I — GENERAL PROVISIONS**Art. 1 – Dénomination, forme juridique et personnalité morale**

La dénomination de l'Association est STARTUP STATES SOCIETY (ci-après « l'Association »).

L'Association est constituée en tant qu'association (Verein) conformément aux articles 60 à 79 du Code civil suisse (CC ; RS 210), intégrant la structure des membres et les catégories prévues aux présents Statuts.

L'Association possède la pleine personnalité juridique, distincte et indépendante de celle de ses Fondateurs, Directeurs, Membres, Conseillers, Consultants et Ambassadeurs (CC art. 53). Cette séparation est maintenue ab initio et de façon permanente dans toutes les affaires financières, juridiques et représentatives.

L'Association n'est ni l'alter ego, ni l'agent, ni le mandataire d'aucun de ses Fondateurs ou personnes affiliées ; nulle confusion entre son existence juridique et celle de ses membres ou affiliés n'est admise.

Art. 2 – Siège, coordonnées institutionnelles et identification

Le siège statutaire de l'Association est établi dans la Ville de Genève, au sein de la République et Canton de Genève, Suisse :

Nom : STARTUP STATES SOCIETY

Adresse postale : SwissMailBox 467 — 12, Rue Le Corbusier — 1208 Genève, Suisse

UID (OFS) : CHE-418.101.559 — Forme juridique : 0109 – Verein — Dernière validation : 22 avril 2026

Numéro EGID : 1014474 — Commune : Genève (6621), Canton de Genève

Numéro fiscal AFC-GE : 080.853.006 — Déclaration annuelle déposée pour l'exercice 2025 auprès de la République et Canton de Genève, dans les délais prescrits, en 2026.

Télécopie : +41 27 539 16 11

Site internet principal : startupstates.swiss (domaine .swiss, enregistré le 31 juillet 2025 à 11h17'46" CET)

Twitter/X : x.com/startup_states

Telegram : t.me/startupstates

Le Conseil d'administration peut résoudre de transférer le siège dans les limites du territoire suisse. Toute modification est dûment enregistrée et notifiée à l'OFS. L'Association a reçu, sans discontinuité, de la correspondance officielle à l'adresse susvisée depuis sa constitution.

Registre du commerce — Statut actuel et conditions d'inscription :

L'Association n'est pas inscrite au Registre du commerce d'un canton suisse, conformément à l'article 61, alinéa 1, du Code civil suisse (CC), qui prévoit que seules les associations exerçant une industrie en la forme commerciale ou soumises à l'obligation de révision ordinaire ou restreinte de leurs comptes sont tenues de s'inscrire. L'Association ne remplit actuellement aucune de ces conditions. Lorsque les seuils légaux pertinents seront atteints ou que les circonstances l'exigeront, le Directeur Fondateur procédera

Art. 1 – Name, Legal Form and Legal Personality

The name of the Association is STARTUP STATES SOCIETY (hereinafter 'the Association').

The Association is constituted as an association (Verein) pursuant to Articles 60 to 79 of the Swiss Civil Code (CC; RS 210), incorporating the membership structure and categories set out in these Statutes.

The Association possesses full legal personality, separate and distinct from that of its Founders, Directors, Members, Advisors, Consultants and Ambassadors (CC Art. 53). This separation is maintained ab initio and permanently in all financial, legal and representational matters.

The Association is neither the alter ego, agent nor proxy of any of its Founders or affiliated persons; no conflation between its own legal existence and that of its members or affiliates is permissible.

Art. 2 – Registered Office, Institutional Contact Details and Identification

The registered office of the Association is established in the City of Geneva, within the Republic and Canton of Geneva, Switzerland:

Name: STARTUP STATES SOCIETY

Postal address: SwissMailBox 467 -- 12, Rue Le Corbusier -- 1208 Geneva, Switzerland

UID (FSO): CHE-418.101.559 -- Legal form: 0109 -- Verein -- Last validated: 22 April 2026

EGID: 1014474 -- Municipality: Geneva (6621), Canton of Geneva

AFC-GE Fiscal Number: 080.853.006 -- Annual return filed for the 2025 fiscal year with the Republic and Canton of Geneva, ahead of the prescribed deadline, in 2026.

Facsimile: +41 27 539 16 11

Primary website: startupstates.swiss (.swiss domain, registered 31 July 2025 at 11:17:46 CET)

Twitter/X: x.com/startup_states

Telegram: t.me/startupstates

The Board may resolve to transfer the registered office within Switzerland. Any change is duly recorded and notified to the FSO. The Association has received, without interruption, official correspondence at the above address since its constitution.

Commercial Register -- current status and conditions for registration:

The Association is not registered in the Commercial Register of any Swiss canton, in accordance with Article 61(1) of the Swiss Civil Code (CC), which provides that only associations operating a commercial enterprise in a professional form, or subject to a mandatory ordinary or limited audit, are required to register. The Association does not currently meet either of those conditions. When the relevant legal thresholds are reached or circumstances so require, the Founding Director shall proceed without delay with registration in the competent Commercial Register. Absent any such legal obligation, the

sans délai à l'inscription auprès du Registre du commerce compétent. En dehors de toute obligation légale, le Conseil d'administration peut, par résolution à la majorité simple et avec le consentement du Directeur Fondateur, décider de procéder à une inscription volontaire au Registre du commerce (CC art. 61, al. 2).

Art. 3 – Portée internationale et indépendance institutionnelle

L'Association a un champ d'action et un objet internationaux. Ses Fondateurs, Directeurs, Membres, Conseillers, Consultants et Ambassadeurs peuvent être des personnes physiques ou morales de toute nationalité ou domicile, y compris en dehors du territoire suisse. La nationalité ou la résidence suisses ne constituent pas une condition de participation ni de validité juridique.

L'Association n'est affiliée à aucun État ni à aucune autorité publique, et n'est soumise à aucun contrôle ou influence externe. Elle conserve en tout temps une personnalité juridique distincte et indépendante, conformément au droit suisse applicable.

L'Association n'est pas une entreprise commerciale et ne poursuit aucun enrichissement économique propre. Elle exerce ses activités exclusivement conformément à ses objectifs légaux et non lucratifs, la plaçant sous le régime de l'article 56, lettre g, de la Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD ; RS 642.11).

Art. 4 – Objet et buts — Exonération fiscale

L'Association est constituée en tant que groupe de réflexion (think tank) et institut de politique publique voué à la formation pacifique, éthique, légale et diplomatiquement reconnue de nouveaux États souverains indépendants de novo — en particulier des États établis sur des terres émergées (territoire terrestre), dotés des attributs de la souveraineté au sens du droit international coutumier et conventionnel, et poursuivant la reconnaissance internationale — sous le régime du droit international public. L'Association soutient toute personne, entité ou initiative cherchant à créer de tels États de manière pacifique, éthique et conforme au droit international, indépendamment de toute relation avec une entité commerciale affiliée à l'Association. À cette fin, l'Association :

- promeut des modèles de gouvernance innovants, expérimentaux et fondés sur des traités, en cohérence avec la Convention de Montevideo de 1933 (notamment ses critères d'une population permanente, d'un territoire défini, d'un gouvernement effectif et de la capacité à entrer en relations avec d'autres États) et la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 ;
- facilite la recherche académique et appliquée en matière de formation d'États souverains de novo, de souveraineté, de conception juridictionnelle et d'innovation en matière de gouvernance ;
- fournit un appui juridique, stratégique et institutionnel aux individus et entités souhaitant établir légalement de nouvelles juridictions souveraines sur terres émergées, dans le respect du droit international public ;
- publie travaux de recherche, études politiques, livres blancs et monographies ;
- organise événements, symposiums, conférences et forums stratégiques ;

Board of Directors may, by simple majority resolution with the consent of the Founding Director, decide to proceed with voluntary registration in the Commercial Register (CC Art. 61(2)).

Art. 3 – International Scope and Institutional Independence

The Association has an international scope and purpose. Its Founders, Directors, Members, Advisors, Consultants and Ambassadors may be natural or legal persons of any nationality or domicile, including outside Switzerland. Swiss nationality or residence is not a condition of participation or legal validity.

The Association is not affiliated with any State or public authority and is not subject to any external control or influence. It maintains at all times a distinct and independent legal personality, consistent with applicable Swiss law.

The Association is not a commercial enterprise and pursues no economic enrichment. It operates exclusively in accordance with its lawful, non-profit objectives, situating it within the scope of Article 56(g) of the Federal Act on Direct Federal Taxation (LIFD/DBG; RS 642.11).

Art. 4 – Objects, Purpose and Tax Exemption

The Association is established as a think tank and policy institute dedicated to the peaceful, ethical, lawful and diplomatically recognised de novo formation of new independent sovereign states -- in particular states established on dry land (terrestrial territory), endowed with the attributes of sovereignty under customary and conventional international law, and pursuing international recognition -- under the regime of public international law. The Association supports any person, entity or initiative seeking to create such states in a peaceful, ethical and internationally lawful manner, independently of any relationship with any commercial entity affiliated with the Association. To this end, the Association:

- promotes treaty-based, innovative and experimental models of governance consistent with the 1933 Montevideo Convention (notably its criteria of a permanent population, a defined territory, an effective government and the capacity to enter into relations with other states) and the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties;
- facilitates academic and applied research in de novo sovereign state formation, sovereignty, jurisdictional design and governance innovation;
- provides legal, strategic and institutional support to individuals and entities seeking lawfully to establish new sovereign jurisdictions on dry land, in accordance with public international law;
- publishes research papers, policy documents, white papers and monographs;
- convenes events, symposia, conferences and strategic forums;
- operates within the fields of international law, diplomacy, legal reform and education.

The Association pursues no profit and grants no private economic benefit to its members. All resources are devoted irrevocably to its statutory objectives. The Association

- œuvre dans les domaines du droit international, de la diplomatie, de la réforme juridique et de l'éducation.

L'Association ne poursuit aucun but lucratif et n'accorde aucun avantage économique privatif à ses membres. L'intégralité de ses ressources est affectée de manière irrévocable à ses objectifs statutaires. L'Association sollicite expressément, conformément à l'article 56, lettre g, LIFD et aux dispositions correspondantes de la LIPM-GE (RS/GE D 3 15) et de la LCP (RS/GE D 3 05), la reconnaissance de son exonération fiscale intégrale par l'Administration fiscale cantonale de Genève (AFC-GE) et les autorités fédérales compétentes.

En cas de dissolution, l'actif net résiduel est attribué exclusivement à une personne morale exonérée d'impôts en Suisse poursuivant un but analogue d'intérêt public.

Neutralité idéologique et accessibilité universelle :

L'Association s'efforce, dans la mesure de ses moyens et sans y être obligée dans chaque cas, de soutenir l'ensemble des individus, groupes et entités qui cherchent, de bonne foi, à créer pacifiquement, éthiquement et légalement de nouveaux États souverains sur des terres émergées, indépendamment de leurs convictions politiques, philosophiques, culturelles, religieuses ou idéologiques particulières. L'Association aspire à demeurer aussi neutre que possible vis-à-vis des points de vue des demandeurs, laissant chaque groupe ou individu définir sa propre vision pour son futur État dans les limites du droit international public. L'Association se réserve le droit de refuser son assistance à tout individu, groupe ou entité dont les objectifs, les méthodes ou les idéologies promeuvent ou impliquent la violence, le totalitarisme, le fascisme, le communisme, ou toute autre doctrine qui porte fondamentalement atteinte aux libertés individuelles, à l'état de droit ou aux droits de l'homme. Les Directeurs, Conseillers, Consultants et Ambassadeurs conservent pleinement leurs propres opinions et convictions à titre personnel, étant entendu qu'ils ne peuvent les imposer aux activités officielles de l'Association.

Art. 5 – Propriété intellectuelle et actifs institutionnels

Toutes publications, œuvres, travaux de recherche, marques, noms de domaine et actifs intellectuels créés, commandés ou acquis par l'Association ou en son nom sont la propriété exclusive de l'Association, sauf disposition écrite contraire.

Contenu commandé ou produit sous l'égide de l'Association :

Tout contenu créé spécifiquement sur commande de l'Association, produit au nom de l'Association ou élaboré dans le cadre d'une mission officielle confiée par l'Association à un Directeur, Membre, Conseiller, Consultant ou Ambassadeur constitue la propriété intellectuelle de l'Association, sauf convention écrite contraire dûment signée par le Directeur Fondateur.

Contenu créé de manière indépendante :

Tout contenu créé de manière autonome et indépendante par un Directeur, Membre, Conseiller, Consultant ou Ambassadeur, traitant de l'Association ou de ses sujets d'intérêt, sans avoir été commandé ni produit au nom de l'Association, demeure la propriété intellectuelle exclusive de son auteur. L'Association ne saurait revendiquer aucun droit sur un tel contenu, sauf si son auteur choisit expressément de le céder ou d'en concéder la licence à l'Association par acte écrit. En particulier, les analyses, commentaires,

expressly requests, pursuant to Article 56(g) LIFD and the corresponding provisions of LIPM-GE (RS/GE D 3 15) and LCP (RS/GE D 3 05), recognition of its full tax exemption by the Geneva Cantonal Tax Administration (AFC-GE) and the competent federal authorities.

Upon dissolution, any residual net assets shall be transferred exclusively to a tax-exempt entity in Switzerland pursuing a similar public-interest purpose.

Ideological neutrality and universal accessibility:

The Association endeavours, to the best of its means and without being obliged in every case, to support all individuals, groups and entities who seek, in good faith, to create new sovereign states on dry land in a peaceful, ethical and lawful manner, irrespective of their particular political, philosophical, cultural, religious or ideological convictions. Examples of the breadth of this commitment include environmentalists, feminists, libertarians, objectivists and any other school of thought that pursues peaceful state formation. The Association aspires to remain as viewpoint-neutral as possible, allowing each group or individual to define its own vision for its future state within the bounds of public international law. The Association nonetheless reserves the right to decline assistance to any individual, group or entity whose objectives, methods or ideologies promote or entail violence, totalitarianism, fascism, communism, or any other doctrine that fundamentally undermines individual freedoms, the rule of law or human rights. Directors, Advisors, Consultants and Ambassadors fully retain their own personal opinions and convictions, provided they do not impose those views on the Association's official activities.

Art. 5 – Intellectual Property and Institutional Assets

All publications, works, research output, brands, domain names and intellectual assets created, commissioned or acquired by or on behalf of the Association are the exclusive property of the Association, save as otherwise agreed in writing.

Content commissioned or produced under the Association's aegis:

Any content created specifically on commission from the Association, produced in the name of the Association, or elaborated in the context of an official mandate entrusted by the Association to a Director, Member, Advisor, Consultant or Ambassador constitutes the intellectual property of the Association, save as otherwise agreed in writing duly signed by the Founding Director.

Independently created content:

Content created autonomously and independently by a Director, Member, Advisor, Consultant or Ambassador, addressing the Association or its subjects of interest, without having been commissioned by or produced in the name of the Association, remains the exclusive intellectual property of its author. The Association may not claim any rights over such content, unless its author expressly chooses to assign or licence it to the Association by written instrument. In particular, personal analyses, commentaries, articles or positions on

articles ou prises de position personnels portant sur les thèmes de l'Association ne sauraient être présumés lui appartenir.

Les actifs institutionnels suivants sont expressément reconnus comme propriété de l'Association :

- Monographie « Startup States : Where Countries Are Built Like Startups, and Startups Become Countries » — Auteur : Julien Andrew Starr, Directeur Fondateur — DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.18671043> — ISBN : 978-1-291-80104-0 — Éditeurs : Lulu.com / Zenodo (accès libre) ;
- Monographie « How to Build New Countries » — Auteur : Julien Andrew Starr, Directeur Fondateur — DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.19115519> — ISBN : 978-1-291-75753-8 — Éditeurs : Lulu.com / Zenodo (accès libre) ;
- les noms de domaine startupstates.swiss, startupstates.ch, startupstates.com et startupstates.org, dans la mesure où le droit applicable reconnaît une forme de propriété sur les noms de domaine ;
- les comptes officiels sur les plateformes de communication (Twitter/X : @startup_states ; Telegram : t.me/startupstates), dans la mesure où les conditions générales d'utilisation de leurs opérateurs respectifs le permettent. L'Association reconnaît que les droits afférents à ces comptes sont soumis aux dites conditions générales et qu'elle ne détient que la maîtrise opérationnelle desdits comptes dans les limites fixées par les opérateurs.

Les contenus de l'Association sont publiés, sauf mention contraire, sous licence Creative Commons Attribution–NonCommercial–ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0).

Art. 6 – Définitions et interprétation

Aux fins des présents Statuts, sauf disposition contraire expresse, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-après :

- « Association » : STARTUP STATES SOCIETY ;
- « Conseil » : le Conseil d'administration de l'Association ;
- « Directeur » : toute personne dûment nommée pour siéger au Conseil ;
- « Directeur Fondateur » : Julien Andrew Montel Starr en cette qualité ;
- « Directeur permanent » : tout Directeur dont le Directeur Fondateur a levé les limites de mandat par instrument écrit, conformément à l'article 13 ;
- « Membre » : toute personne physique ou morale admise conformément au Chapitre II ;
- « Conseiller » : toute personne formellement nommée au Conseil consultatif ;
- « Ambassadeur » : toute personne admise dans le Cercle des Ambassadeurs et des Amis ;
- « Consultant » : toute personne physique ou morale externe engagée pour fournir des services déterminés ;
- « Statuts » : les présents Statuts dans leur intégralité, y compris annexes et amendements ;
- « Règlement intérieur » : règles de procédure adoptées par le Conseil conformément à l'article 17 ;

topics related to the Association shall not be presumed to belong to it.

The following institutional assets are expressly recognised as property of the Association:

- Monograph 'Startup States: Where Countries Are Built Like Startups, and Startups Become Countries' -- Author: Julien Andrew Starr, Founding Director -- DOI: <https://doi.org/10.5281/zenodo.18671043> -- ISBN: 978-1-291-80104-0 -- Publishers: Lulu.com / Zenodo (Open Access);
- Monograph 'How to Build New Countries' -- Author: Julien Andrew Starr, Founding Director -- DOI: <https://doi.org/10.5281/zenodo.19115519> -- ISBN: 978-1-291-75753-8 -- Publishers: Lulu.com / Zenodo (Open Access);
- the domain names startupstates.swiss, startupstates.ch, startupstates.com and startupstates.org, to the extent that applicable law recognises a form of ownership over domain names;
- the official accounts on communication platforms (Twitter/X: @startup_states; Telegram: t.me/startupstates), to the extent that the respective operators' terms of service permit. The Association acknowledges that rights over these accounts are subject to those terms of service and that it holds only operational control over those accounts within the limits set by the operators.

Association content is published, unless otherwise indicated, under the Creative Commons Attribution–NonCommercial–ShareAlike 4.0 International licence (CC BY-NC-SA 4.0).

Art. 6 – Definitions and Interpretation

For the purposes of these Statutes, unless the context otherwise requires:

- 'Association': STARTUP STATES SOCIETY;
- 'Board': the Board of Directors of the Association;
- 'Director': any individual duly appointed to serve on the Board;
- 'Founding Director': Julien Andrew Montel Starr in his capacity as such;
- 'Permanent Director': any Director whose term limits the Founding Director has waived by written instrument pursuant to Article 13;
- 'Member': any natural or legal person admitted pursuant to Chapter II;
- 'Advisor': any individual formally appointed to the Advisory Council;
- 'Ambassador': any person admitted to the Ambassadors and Friends Circle;
- 'Consultant': any external natural or legal person engaged to provide specified services;
- 'Statutes': these Articles of Association in their entirety, including all schedules and amendments;
- 'Internal Regulations': procedural rules adopted by the Board pursuant to Article 17;
- 'Commercial Arm': the for-profit commercial entity potentially created pursuant to Article [X] of these Statutes;

- « Bras Commercial » : l'entité commerciale à but lucratif éventuellement créée conformément à l'article [X] des présents Statuts ;
- « DAO » : organisation autonome décentralisée éventuellement créée conformément à l'article 25 ;
- « NFT » : jeton non fongible émis par la DAO conformément à l'article 26 ;
- « BTC » : Bitcoin ; « PAXG » : PAX Gold.

Les termes au singulier comprennent le pluriel et inversement. Les références au masculin incluent le féminin et le neutre.

- 'DAO': decentralised autonomous organisation potentially created pursuant to Article 25;
- 'NFT': non-fungible token issued by the DAO pursuant to Article 26;
- 'BTC': Bitcoin; 'PAXG': PAX Gold.

Words in the singular include the plural and vice versa. References to the masculine include the feminine and neuter.

CHAPITRE II — MEMBRES ET COTISATIONS / CHAPTER II — MEMBERSHIP AND CONTRIBUTIONS

Art. 7 – Catégories de membres

L'Association comprend les catégories de membres suivantes :

(a) Membres Fondateurs : Julien Andrew Montel Starr et STARR LLC (Nouveau-Mexique, É.-U.), à titre permanent et de plein droit. Non soumis à cotisations. Droits équivalents aux Membres Bienfaiteurs.

(b) Membres Bienfaiteurs (Patron Members) : Personnes physiques ou morales contribuant significativement à la mission, selon seuils fixés par résolution du Conseil. Effectif limité à vingt (20) au maximum ; ce plafond peut être relevé ou abaissé à tout moment par résolution du Conseil d'administration ratifiée par le Directeur Fondateur.

(c) Membres Associés (Associate Members) : Personnes admises selon procédure ordinaire. Droit de vote à l'AG après douze (12) mois de qualification.

(d) Membres Individuels (Individual Members) : Personnes physiques. Pas de droit de vote initial, sauf résolution du Conseil.

(e) Membres Étudiants (Student Members) : Étudiants d'établissements supérieurs reconnus, sur justificatif. Cotisation réduite. Pas de droit de vote.

(f) Membres d'Honneur (Honorary Members) : Nommés par le Conseil avec ratification du Directeur Fondateur pour contribution exceptionnelle. Aucune cotisation. Pas de droit de vote.

Art. 7 – Membership Categories

The Association comprises the following membership categories:

(a) Founding Members: Julien Andrew Montel Starr and STARR LLC (New Mexico, USA), permanently and as of right. No contribution obligation. Rights equivalent to Patron Members.

(b) Patron Members: Natural or legal persons making significant contributions at thresholds set by Board resolution. Capped at twenty (20); this ceiling may be raised or lowered at any time by Board resolution with the Founding Director's ratification. Voting right at GA.

(c) Associate Members: Persons admitted pursuant to ordinary procedure. Voting right at GA after twelve (12) months' qualification.

(d) Individual Members: Natural persons. No initial voting right save as resolved by the Board.

(e) Student Members: Students at recognised higher-education institutions, on production of evidence. Reduced contribution. No voting right.

(f) Honorary Members: Appointed by the Board with the Founding Director's ratification for exceptional contribution. No contribution. No voting right.

Art. 8 – Admission, droits et obligations des membres

Toute candidature à l'adhésion (hors Membres Fondateurs et d'Honneur) requiert : demande écrite adressée au Directeur Fondateur ou son délégué ; adhésion déclarée aux présents Statuts et au Règlement intérieur ; signature de l'accord de confidentialité (NDA) visé à l'article 29 ; approbation du Conseil à la majorité simple, avec ratification du Directeur Fondateur pour les Membres Bienfaiteurs ; acquittement de la première cotisation annuelle.

Le Conseil peut refuser toute candidature sans motiver sa décision. Aucun recours n'est ouvert contre un refus d'admission. L'admission est effective à la date de confirmation écrite.

Les membres jouissent des droits suivants selon leur catégorie : droit de vote à l'AG (Membres Fondateurs, Bienfaiteurs, Associés qualifiés) ; droit de proposer des points à l'ordre du jour (membres votants, sous réserve de soutien d'au moins dix (10) membres votants) ; réception du rapport annuel et de l'état financier ; accès aux publications

Art. 8 – Admission, Rights and Obligations of Members

Any application for membership (excluding Founding and Honorary Members) requires: written application to the Founding Director or his designee; declared adherence to these Statutes and the Internal Regulations; execution of the NDA referred to in Article 29; approval of the Board by simple majority, with the Founding Director's ratification for Patron Members; payment of the first annual contribution.

The Board may decline any application without stating reasons. No appeal lies against a refusal. Admission is effective on the date of written confirmation.

Members enjoy the following rights according to category: voting right at the GA (Founding, Patron, qualified Associate Members); right to propose agenda items (voting members, subject to support of at least ten (10) voting members); receipt of annual report and financial statement; access to member-only publications; eligibility as Director (Patron and Associate Members, subject to the Founding Director's ratification). Rights are strictly personal and may not be assigned.

réservées ; éligibilité comme Directeur (Bienfaiteurs et Associés, sous ratification du Directeur Fondateur). Les droits sont strictement personnels et ne peuvent être cédés.

Les membres s'engagent à : s'acquitter de leur cotisation annuelle dans les délais ; respecter les présents Statuts, le Règlement intérieur, le NDA et les résolutions régulièrement adoptées ; ne pas agir à l'encontre des intérêts de l'Association ; signaler tout conflit d'intérêts sans délai.

La démission est notifiée par écrit et prend effet à la fin de l'année civile si notifiée au moins trente (30) jours avant sa clôture. L'exclusion peut être prononcée pour non-paiement, violation grave ou conduite incompatible avec les valeurs de l'Association, après procédure d'avertissement de trente (30) jours, décision du Conseil à la majorité simple et ratification du Directeur Fondateur. Le Directeur Fondateur peut prononcer une suspension immédiate en cas de violation grave, à charge de saisir le Conseil dans les trente (30) jours.

Clause morale et information préalable au versement de cotisation :

Tout Membre peut être suspendu ou exclu si son comportement, public ou privé, est de nature à nuire à la réputation de l'Association, à en contredire la mission, ou à contrevir aux normes éthiques fondamentales, même en dehors de l'exercice de ses fonctions au sein de l'Association. Avant tout versement de cotisation annuelle, le candidat à l'adhésion est expressément informé, par écrit, de l'existence de cette clause morale et de ses conséquences. En cas d'exclusion fondée sur une violation de la clause morale, aucun remboursement de la cotisation annuelle versée n'est accordé au Membre exclu, quelles que soient les circonstances.

Art. 9 – Cotisations, dons et financement public

Les cotisations annuelles sont fixées par résolution du Conseil, sur proposition du Directeur Fondateur, et peuvent être révisées annuellement. Elles sont payables en BTC, PAXG ou CHF, dans le mois suivant la date anniversaire d'admission.

L'Association peut, conformément à l'article 70 CC et aux exigences de l'article 56g LIFD, solliciter et accepter des dons et contributions provenant de toutes personnes physiques ou morales, y compris le grand public. Les conditions suivantes s'appliquent : tout don est enregistré dans un registre des contributions ; les dons égaux ou supérieurs à CHF 5 000 font l'objet d'une vérification de leur origine (diligence raisonnable) ; aucun don anonyme n'est accepté au-delà de CHF 500 par donateur par année civile ; aucun don de personnes faisant l'objet de sanctions internationales n'est accepté.

Les dons ne confèrent ni qualité de membre, ni droit de vote, ni droit à contrepartie, et ne créent aucune relation contractuelle au-delà de leur réception. L'Association ne sollicite ni n'accepte de financement conditionné à une influence sur ses travaux ou prises de position.

Politique de non-remboursement -- caractère absolu et irrévocable :

L'intégralité des cotisations annuelles et des dons versés à l'Association est irrévocablement non remboursable, quelles que soient les circonstances, y compris en cas de démission volontaire, d'exclusion, de dissolution de l'Association, ou pour quelque autre raison que ce soit. Aucune demande de remboursement, de rachat partiel, de déduction, d'indemnisation, ni aucun recours gracieux ou contentieux en restitution ne peut être adressé à l'Association à ce titre. En cas d'exclusion pour violation de la clause morale visée à

Members undertake to: pay annual contributions on time; comply with these Statutes, the Internal Regulations, the NDA and duly adopted resolutions; refrain from acting against the Association's interests; disclose any conflict of interests without delay.

Resignation is notified in writing and takes effect at the end of the calendar year if notified at least thirty (30) days before its close. Expulsion may be pronounced for non-payment, material breach or conduct incompatible with the Association's values, following a thirty (30)-day warning procedure, a simple majority Board decision and the Founding Director's ratification. The Founding Director may pronounce immediate suspension for serious breach, subject to referral to the Board within thirty (30) days.

Morals clause and pre-payment disclosure:

Any Member may be suspended or expelled where their conduct, public or private, is liable to damage the Association's reputation, contradict its mission or contravene fundamental ethical norms, even where such conduct occurs outside the Member's activities within the Association. Before making any payment of an annual contribution, a prospective Member is expressly informed in writing of the existence of this morals clause and its consequences. In the event of expulsion founded on a breach of the morals clause, no refund of any contribution paid shall be granted to the expelled Member, in any circumstances.

Art. 9 – Contributions, Donations and Public Funding

Annual contributions are set by Board resolution on the Founding Director's proposal and may be reviewed annually. They are payable in BTC, PAXG or CHF, within one month of the anniversary of admission.

The Association may, pursuant to Article 70 CC and the requirements of Article 56(g) LIFD, solicit and accept donations and contributions from any natural or legal persons, including the general public. The following conditions apply: all donations are recorded in a contributions register; donations equal to or exceeding CHF 5,000 are subject to source-of-funds verification; no anonymous donation in excess of CHF 500 per donor per calendar year is accepted; no donation from persons subject to international sanctions is accepted.

Donations confer no membership, voting right or right to a counterpart, and create no contractual relationship beyond receipt. The Association does not solicit or accept funding conditional upon influencing its research or public positions.

Non-refundability policy -- absolute and irrevocable character:

All annual contributions and donations paid to the Association are irrevocably non-refundable, in any and all circumstances, including in the event of voluntary resignation, expulsion, dissolution of the Association, or for any other reason whatsoever. No claim for reimbursement, partial redemption, deduction or compensation, and no gracious or contentious request for restitution, may be addressed to the Association on that basis. In the event of expulsion for breach of the morals clause referred to in Article 8, the non-refundability of the contribution is absolute and definitive, admits of no exception and is not susceptible to any internal or external appeal.

l'article 8, le caractère non remboursable de la cotisation est absolu et définitif, ne souffre aucune exception et est insusceptible de tout recours interne ou externe.

CHAPITRE III — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE / CHAPTER III — GENERAL ASSEMBLY

Art. 10 – L'Assemblée générale — Organe suprême et élection des Directeurs

L'Assemblée générale (AG) constitue l'organe suprême de l'Association, conformément à l'article 64 CC. Elle est composée de l'ensemble des Membres de l'Association et se réunit en séance ordinaire au moins une (1) fois par année civile.

Une AG extraordinaire peut être convoquée par le Directeur Fondateur, le Conseil, ou à la demande écrite d'au moins vingt pour cent (20 %) des membres votants (minimum dix membres). Les réunions peuvent se tenir à distance via les plateformes visées à l'article 17, pour autant que les participants puissent délibérer et voter en temps réel.

La convocation est adressée trente (30) jours avant (quinze (15) jours pour l'AG extraordinaire), avec l'ordre du jour et les documents pertinents. Le quorum est de vingt-cinq pour cent (25 %) des membres votants présents ou représentés. Les résolutions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

L'AG est notamment compétente pour : recevoir le rapport annuel et l'état financier ; élire les Directeurs selon la procédure de l'alinéa suivant ; délibérer sur les amendements et la dissolution proposés par le Conseil ; et prendre toute décision lui attribuée par les présents Statuts. Toute résolution de l'AG requiert, pour acquérir force exécutoire, la ratification expresse du Directeur Fondateur.

Élection des Directeurs par l'AG : Les membres votants de l'AG peuvent nommer et élire des candidats au Conseil d'administration, à la majorité simple. Les Directeurs ainsi élus entrent en fonctions à la date de leur ratification par le Directeur Fondateur. Cette voie d'accès au Conseil est indépendante et complémentaire aux voies de nomination par le Directeur Fondateur et de cooptation par le Conseil (art. 12 des présents Statuts).

Art. 10 – General Assembly — Supreme Organ and Election of Directors

The General Assembly (GA) is the supreme organ of the Association, in accordance with Article 64 CC. It comprises all Members and meets in ordinary session at least once per calendar year.

An extraordinary GA may be convened by the Founding Director, the Board, or upon written request of at least twenty per cent (20%) of voting members (minimum ten members). Meetings may be held remotely via the platforms referred to in Article 17, provided participants can deliberate and vote in real time.

Notice is given thirty (30) days in advance (fifteen (15) days for extraordinary GAs), with the agenda and relevant documents. Quorum requires twenty-five per cent (25%) of voting members to be present or represented. Resolutions are adopted by simple majority of votes cast.

The GA is competent in particular to: receive the annual report and financial statement; elect Directors pursuant to the procedure in the following sub-paragraph; deliberate on proposed amendments and dissolution; and take any decision attributed to it by these Statutes. Any GA resolution requires the Founding Director's express ratification to become effective.

Election of Directors by the GA: Voting members of the GA may nominate and elect candidates to the Board by simple majority. Directors so elected take office on the date of their ratification by the Founding Director. This pathway to the Board is independent of and complementary to nomination by the Founding Director and co-optation by the Board (Art. 12 of these Statutes).

CHAPITRE IV — CONSEIL D'ADMINISTRATION / CHAPTER IV — BOARD OF DIRECTORS

Art. 11 – Composition, effectif, vacances et catégories

L'Association est administrée par un Conseil d'administration, constitué par résolution du Directeur Fondateur. Le Conseil peut comprendre : Directeurs exécutifs (Managing Directors) ; Directeurs fondateurs (Founding Directors) avec droit de veto ; Directeurs consultatifs (Advisory Directors) sans droit de vote ; Directeurs externes (External Directors) représentant des partenaires ; Directeurs temporaires ou à mandat renouvelable (Rotating/Term-Limited Directors).

Effectif maximal et vacances :

L'effectif total du Conseil ne peut excéder quinze (15) Directeurs à tout moment. Le Conseil n'est pas tenu de pourvoir à l'intégralité des sièges disponibles ; des sièges vacants sont pleinement admis et n'affectent ni la validité des délibérations ni la constitution du quorum. Le Conseil peut, par résolution à la majorité simple, réduire le nombre effectif de Directeurs en exercice sans emporter révocation des

Art. 11 – Composition, Membership, Vacancies and Categories

The Association is administered by a Board of Directors constituted by resolution of the Founding Director. The Board may comprise: Managing Directors (executive and operational authority); Founding Directors (permanent positions with veto powers); Advisory Directors (non-voting, appointed for subject-matter expertise); External Directors (representing institutional or strategic partners); and Rotating or Term-Limited Directors.

Maximum membership and vacancies:

The total Board membership may not exceed fifteen (15) Directors at any time. The Board is under no obligation to fill all available seats; vacancies are fully admissible and do not affect the validity of deliberations or the constitution of quorum. The Board may, by simple majority resolution, reduce the number of Directors in office without thereby terminating existing mandates. Any increase in the total number of seats beyond the ceiling of fifteen (15) requires a two-thirds (2/3) supermajority resolution of the Board with the Founding

mandats en cours. L'augmentation du nombre total de sièges au-delà du plafond de quinze (15) requiert une résolution à la majorité des deux tiers (2/3) du Conseil avec ratification du Directeur Fondateur, et ne peut se faire qu'un siège supplémentaire à la fois. En cas de circonstances exceptionnelles unanimement reconnues, le plafond peut être relevé de plus d'un siège à la fois, sous réserve d'un vote à l'unanimité du Conseil et de la ratification du Directeur Fondateur.

Rémunération -- principe et conditions :

Par défaut, tous les Directeurs exercent leurs fonctions à titre bénévole (pro bono) et ne perçoivent aucune rémunération pour leurs fonctions de direction. Cependant, sous réserve de la disponibilité de ressources suffisantes -- notamment grâce à des dons, des levées de fonds, des subventions ou des revenus des activités statutaires -- le Directeur Fondateur peut, avec l'accord du Conseil, octroyer une rémunération raisonnable aux Directeurs, Conseillers, Consultants et Ambassadeurs pour des services effectivement et individuellement rendus. Une telle rémunération ne constitue pas une distribution de bénéfices et demeure proportionnée aux services rendus, conformément aux exigences des autorités fiscales compétentes. Il est expressément reconnu que les bénéficiaires d'une telle rémunération demeurent personnellement responsables de leurs obligations fiscales y afférentes dans leur juridiction de résidence ; ni le statut exonéré de l'Association ni aucune qualité qui y est liée ne confère d'exonération fiscale personnelle à ses collaborateurs ou prestataires.

Préférence suisse et autorité opérationnelle renforcée :

A compétences et profil équivalents, une préférence marquée est accordée aux candidats citoyens suisses, résidents suisses ou présentant un nexus suisse démontrable. Cette préférence est mentionnée dans tout appel à candidatures publié par l'Association. En outre, tout Directeur résidant sur le territoire de la Confédération suisse et qui est également citoyen suisse (Directeur suisse domicilié) dispose, de par sa présence physique et son statut dans la juridiction de siège de l'Association, d'une autorité opérationnelle de plein droit pour toutes les affaires nécessitant une présence physique en Suisse : signature de documents devant les autorités suisses, représentation auprès des institutions financières suisses, démarches auprès de l'AFC-GE et de l'OFS, et toute autre démarche officielle sur le territoire suisse. Cette autorité opérationnelle renforcée est conforme à la politique de la Confédération suisse de promotion de la paix et de l'ordre mondial international, valeurs avec lesquelles la mission de l'Association est en pleine consonance. Le Conseil peut adopter un Règlement intérieur ; en l'absence de tel règlement, les procédures formelles sont régies par le Robert's Rules of Order, 12^e édition, ou un cadre équivalent.

Art. 12 – Voies d'accès au Conseil — Trois modes de nomination

Nul ne peut siéger au Conseil d'administration sans la ratification expresse du Directeur Fondateur, quel que soit le mode de nomination. Il existe trois voies d'accès au Conseil, distinctes et complémentaires :

(1) Nomination par le Directeur Fondateur : Le Directeur Fondateur peut nommer tout Directeur, à tout moment, par instrument écrit. Cette voie ne requiert pas d'approbation préalable de l'AG ni du Conseil.

(2) Élection par l'Assemblée générale : Les membres votants de l'AG peuvent élire des candidats au Conseil à la

Director's ratification, and may only be effected one additional seat at a time. In exceptionally recognised circumstances, the ceiling may be raised by more than one seat at a time, subject to a unanimous Board vote and the Founding Director's ratification.

Remuneration -- principle and conditions:

By default, all Directors serve on a pro bono basis and receive no remuneration for their directorial functions. However, subject to the availability of sufficient resources -- in particular through donations, fundraising, grants or revenues from statutory activities -- the Founding Director may, with the Board's agreement, grant reasonable remuneration to Directors, Advisors, Consultants and Ambassadors for services actually and individually rendered. Such remuneration does not constitute a distribution of profit and remains proportionate to the services rendered, consistent with the requirements of the competent tax authorities. It is expressly acknowledged that recipients of such remuneration remain personally liable for their own tax obligations in their jurisdiction of residence; neither the Association's exempt status nor any other quality connected therewith confers any personal tax exemption on its collaborators or service providers.

Swiss nexus preference and enhanced operational authority:

All else being equal, a marked preference is accorded to candidates who are Swiss citizens, Swiss residents or who present a demonstrable Swiss nexus. This preference is expressly stated in any calls for candidates published by the Association. In addition, any Director who is resident on the territory of the Swiss Confederation and who is also a Swiss citizen (a Swiss-domiciled Director) holds, by virtue of that physical presence and status in the Association's jurisdiction of registration, full operational authority in all Association matters requiring physical presence in Switzerland: signing documents before Swiss authorities, representing the Association before Swiss financial institutions, conducting proceedings before the AFC-GE and the FSO, and any other official undertaking on Swiss territory. This enhanced operational authority is consistent with the Swiss Confederation's longstanding policy of promoting peace and an orderly international world order, values with which the Association's mission is in full consonance. The Board may adopt Internal Regulations; in the absence thereof, all formal proceedings are governed by Robert's Rules of Order, 12th edition, or an equivalent framework.

Art. 12 – Pathways to the Board — Three Modes of Appointment

No person may serve on the Board without the express ratification of the Founding Director, regardless of the mode of appointment. There are three distinct and complementary pathways to the Board:

(1) Appointment by the Founding Director: The Founding Director may appoint any Director at any time by written instrument. This pathway requires no prior approval of the GA or the Board.

(2) Election by the General Assembly: Voting members of the GA may elect candidates to the Board by simple majority,

majorité simple, conformément à l'article 10. L'élection par l'AG est soumise à la ratification du Directeur Fondateur.

(3) Cooptation par le Conseil : Le Conseil peut, par résolution à la majorité simple, coopter un Directeur. La cooptation est soumise à la ratification du Directeur Fondateur.

Quel que soit le mode d'accès, tout Directeur signe une déclaration d'acceptation de fonctions, reconnaissant les devoirs et obligations qui lui incombent en vertu des présents Statuts.

pursuant to Article 10. Election by the GA is subject to the Founding Director's ratification.

(3) Co-optation by the Board: The Board may, by simple majority resolution, co-opt a Director. Co-optation is subject to the Founding Director's ratification.

Regardless of the pathway, every Director signs a declaration of acceptance of office, acknowledging the duties and obligations incumbent upon them under these Statutes.

Art. 13 – Limites de mandat et Directeurs permanents

Tous les Directeurs, à l'exception du Directeur Fondateur, sont soumis à des limites de mandat comme suit :

Durée standard du mandat : Trois (3) ans, renouvelable une (1) fois sans dérogation spéciale, soit un maximum de six (6) ans consécutifs par défaut.

Fin de mandat : À l'expiration de son mandat, un Directeur cesse de plein droit ses fonctions, sauf renouvellement régulier ou levée des limites de mandat par le Directeur Fondateur.

Levée et rétablissement des limites de mandat par le Directeur Fondateur : Le Directeur Fondateur peut, à sa seule discrétion, lever les limites de mandat d'un Directeur particulier par instrument écrit (désignation comme « Directeur permanent »). Il peut également rétablir à tout moment les limites de mandat préalablement levées, par instrument écrit adressé au Directeur concerné, moyennant un préavis raisonnable d'au moins soixante (60) jours. La qualité de Directeur permanent cesse dès la prise d'effet du rétablissement des limites de mandat.

Statut de Directeur permanent : Le Directeur permanent siège sans limite de durée jusqu'au rétablissement des limites de mandat ou sa révocation. Il est éligible à la coresponsabilité des portefeuilles à signatures multiples (art. 22) et à la cosignature des comptes bancaires et fintech de l'Association (art. 22).

Le Directeur Fondateur est exempté de toute limite de mandat. Son statut est permanent et ne peut être révoqué ni modifié sans son consentement écrit exprès.

Art. 13 – Term Limits and Permanent Directors

All Directors, with the exception of the Founding Director, are subject to term limits as follows:

Standard term: Three (3) years, renewable once without special derogation, thus a default maximum of six (6) consecutive years.

End of term: Upon expiry of a term, a Director ceases office as of right, unless duly renewed or term limits waived by the Founding Director.

Waiver and reinstatement of term limits by the Founding Director: The Founding Director may, at his sole discretion, waive the term limits of an individual Director by written instrument (designating that Director as a 'Permanent Director'). He may equally reinstate previously waived term limits at any time by written instrument addressed to the Director concerned, on reasonable notice of at least sixty (60) days. Permanent Director status ceases upon the effective date of reinstatement of term limits.

Permanent Director status: A Permanent Director serves without time limit until term limits are reinstated or he is removed. He is eligible as a co-holder of multi-signature wallets (Art. 22) and as a co-signatory on the Association's bank and fintech accounts (Art. 22).

The Founding Director is exempt from all term limits. His status is permanent and may not be revoked or modified without his express written consent.

Art. 14 – Devoirs et attributions du Conseil

Le Conseil d'administration exerce les attributions suivantes, sous réserve de l'autorité de l'AG et du droit de ratification du Directeur Fondateur : arrêter les orientations stratégiques ; adopter le budget annuel et l'état financier ; approuver les publications et prises de position publiques ; constituer et superviser les comités ; nommer et révoquer les Consultants ; veiller à la conformité légale et réglementaire ; maintenir le siège et les registres ; entretenir les relations avec les autorités suisses (AFC-GE, OFS, FINMA le cas échéant) ; décider de toute question non expressément réservée à l'AG ou au Directeur Fondateur.

Tout Directeur est tenu à un devoir de diligence et de fidélité envers l'Association, analogue, mutatis mutandis, aux obligations fiduciaires visées à l'article 717 CO.

Art. 14 – Duties and Powers of the Board

The Board exercises the following powers, subject to the GA's authority and the Founding Director's ratification prerogative: determine strategic directions; adopt the annual budget and financial statement; approve publications and public positions; establish and supervise committees; appoint and remove Consultants; ensure legal and regulatory compliance; maintain the registered office and records; conduct relations with Swiss authorities (AFC-GE, FSO, FINMA where applicable); decide any matter not expressly reserved to the GA or Founding Director.

Every Director is subject to a duty of care and loyalty towards the Association, analogous, mutatis mutandis, to the fiduciary obligations set out in Article 717 CO.

Art. 15 – Directeur Fondateur

Julien Andrew Montel Starr (ci-après dénommé « Andrew Starr »), en sa qualité de Directeur Fondateur unique de

Art. 15 – Founding Director

Julien Andrew Montel Starr (hereinafter 'Andrew Starr'), as the sole Founding Director of the Association, retains exclusive

l'Association, conserve une autorité exclusive et un droit de veto absolu sur toutes résolutions, décisions ou actes proposés ou adoptés par l'AG, le Conseil ou tout autre organe de l'Association. Aucun acte ne produit d'effet juridique erga omnes sans sa ratification expresse.

Il agit en tant que seul signataire légalement autorisé et représentant principal de l'Association, sauf délégation écrite décidée de sa propre initiative et sans contrainte. Toute délégation demeure révocable à sa seule discrétion.

Le Directeur Fondateur peut, sans autorisation préalable du Conseil : conclure des relations commerciales, académiques, diplomatiques ou stratégiques avec des entités externes ; demander et gérer le numéro UID de l'Association auprès des autorités suisses ; représenter l'Association devant l'AFC-GE en vue de l'exonération fiscale ; retenir la garde des actifs numériques jusqu'à décision contraire du Conseil ; lever ou rétablir les limites de mandat de tout Directeur (art. 13) ; autoriser la création de la DAO et l'émission de NFT (arts. 25 et 26) ; établir ou déléguer l'établissement de comptes bancaires et fintech au nom de l'Association.

Le statut de Directeur Fondateur est permanent et ne peut être révoqué ni modifié sans le consentement écrit exprès de Julien Andrew Montel Starr.

Art. 16 – Succession du Directeur Fondateur et dispositif d'urgence

En cas d'incapacité, de démission ou de décès du Directeur Fondateur, le Conseil se réunit dans les trente (30) jours pour délibérer sur un plan de succession. Le Directeur Fondateur peut désigner un Successeur à tout moment par déclaration notariée. En l'absence d'une telle désignation, le Conseil est habilité à confirmer unanimement un Successeur ou à décider la dissolution.

Si l'unanimité n'est pas atteinte, un vote à la majorité qualifiée d'au moins deux tiers ($\frac{2}{3}$) de l'ensemble des Directeurs en fonction peut confirmer un nouveau Directeur Fondateur. Si ce vote échoue, les autorités judiciaires compétentes du Canton de Genève sont saisies (CC art. 69 ou équivalent) pour désigner un curateur ou superviser la dissolution ordonnée.

Art. 17 – Quorum, vote et réunions du Conseil

Les résolutions du Conseil requièrent la participation d'au moins cinquante pour cent (50 %) des Directeurs en fonction (quorum). Les décisions sont adoptées à la majorité simple, sauf : deux tiers ($\frac{2}{3}$) pour les amendements aux Statuts ; trois quarts ($\frac{3}{4}$) pour la dissolution. Toute résolution demeure soumise à la ratification expresse du Directeur Fondateur.

Le Conseil se réunit au moins une (1) fois par année civile. Les réunions peuvent se tenir à distance. Les plateformes admises sont, par ordre de préférence : (1) plateformes suisses sécurisées et chiffrées (Threema, Infomaniak Meet, CryptPad et équivalents — préférence institutionnelle prioritaire) ; (2) ProtonMail et Telegram pour la messagerie ; (3) Google Meet, avec Google Gemini (ou son successeur désigné) pour la prise de notes et la rédaction des procès-verbaux (alternative admissible lorsqu'une plateforme suisse n'est pas disponible ou appropriée au contexte). L'Association maintient en tout temps une préférence et une déférence institutionnelle marquée pour les solutions technologiques de droit suisse ou à données hébergées en Suisse.

Les réunions se déroulent en temps réel et des transcriptions ou procès-verbaux en sont conservés. Les procès-verbaux

authority and an absolute veto right over all resolutions, decisions or acts proposed or adopted by the GA, the Board or any other organ of the Association. No act becomes effective erga omnes without his express ratification.

He serves as the sole legally authorised signatory and principal representative of the Association, save as delegated in writing of his own volition and without constraint. Any delegation remains revocable at his sole discretion.

The Founding Director may, without prior Board authorisation: enter into commercial, academic, diplomatic or strategic relationships with external entities; request and manage the Association's UID with Swiss authorities; represent the Association before the AFC-GE in pursuit of tax exemption; retain custody of digital assets until the Board decides otherwise; waive or reinstate term limits for any Director (Art. 13); authorise the creation of the DAO and issuance of NFTs (Arts. 25 and 26); establish or delegate the establishment of bank and fintech accounts in the Association's name.

The status of Founding Director is permanent and may not be revoked or modified without the express written consent of Julien Andrew Montel Starr.

Art. 16 – Founding Director Succession and Emergency Fallback

In the event of incapacity, resignation or death of the Founding Director, the Board shall convene within thirty (30) days to deliberate on a succession plan. The Founding Director may designate a Successor at any time by notarised declaration. In the absence of such designation, the Board may unanimously confirm a Successor or resolve upon dissolution.

If unanimity is not achieved, a supermajority vote of at least two-thirds ($\frac{2}{3}$) of all sitting Directors may confirm a new Founding Director. Should this vote fail, the competent judicial authorities of the Canton of Geneva shall be petitioned (CC Art. 69 or equivalent) to appoint a guardian or oversee the orderly dissolution.

Art. 17 – Quorum, Voting and Meetings of the Board

Board resolutions require the participation of at least fifty per cent (50%) of Directors in office (quorum). Decisions are adopted by simple majority, save for: two-thirds ($\frac{2}{3}$) for Statutory amendments; three-quarters ($\frac{3}{4}$) for dissolution. All resolutions remain subject to the Founding Director's express ratification.

The Board shall meet at least once per calendar year. Meetings may be held remotely. Admitted platforms are, in order of preference: (1) Swiss-based secure and encrypted platforms (Threema, Infomaniak Meet, CryptPad and equivalents — priority institutional preference); (2) ProtonMail and Telegram for messaging; (3) Google Meet, with Google Gemini (or its designated successor) for note-taking and minutes preparation (admissible alternative when a Swiss-based platform is unavailable or inappropriate to the context). The Association maintains at all times a marked institutional preference and deference for Swiss-law technology solutions or solutions with data hosted in Switzerland.

Meetings take place in real time and transcripts or minutes are preserved. Non-executive minutes are, to the extent feasible, published on startupstates.swiss. All formal deliberations

non exécutifs sont, dans la mesure du possible, publiés sur startupstates.swiss. Toutes les délibérations formelles observent le Robert's Rules of Order ou un cadre procédural équivalent.

observe Robert's Rules of Order or an equivalent procedural framework.

Art. 18 – Procédure régulière en cas de révocation ou de censure

Aucun Directeur ou Conseiller ne peut être révoqué ou censuré sans le respect de la procédure régulière : avis écrit des mesures envisagées comprenant les motifs ; délai de vingt et un (21) jours pour répondre par écrit ; décision du Conseil à la majorité simple avec ratification du Directeur Fondateur. En cas de faute grave, le Directeur Fondateur peut prononcer une suspension provisoire immédiate, à charge de soumettre la décision définitive au Conseil dans les trente (30) jours.

Art. 18 – Due Process for Removal or Censure

No Director or Advisor may be removed or censured without due process: written notice of the proposed action stating the grounds; a period of twenty-one (21) days to respond in writing; a Board decision by simple majority with the Founding Director's ratification. In the event of serious breach, the Founding Director may effect an immediate interim suspension, subject to referral of the final decision to the Board within thirty (30) days.

CHAPITRE V — CONSEIL CONSULTATIF, AMBASSADEURS ET REGISTRE / CHAPTER V — ADVISORY COUNCIL, AMBASSADORS AND REGISTER

Art. 19 – Conseil consultatif

Le Conseil d'administration peut instituer un Conseil consultatif (Advisory Council), organe non décisionnel et non délibérant, chargé de fournir des avis indépendants, une analyse stratégique et des conseils d'experts. Les membres du Conseil consultatif : ne disposent d'aucun pouvoir décisionnel ; exercent leurs fonctions exclusivement à titre bénévole ; peuvent participer aux activités de comités conjoints avec le Conseil d'administration.

Les Conseillers actuels, dûment nommés, sont les suivants :

- Steve Clancy (newnationproject.org), nommé le 24 juillet 2025 ;
- John McCone (johnmccone.com), nommé le 16 juillet 2025 ;
- Eric Miki (ericmiki.com), date de nomination à inscrire au Registre officiel.

Les nominations et révocations de Conseillers sont décidées par le Directeur Fondateur. Le Conseil consultatif conduit ses délibérations internes conformément au Robert's Rules of Order ou un système équivalent.

Art. 19 – Advisory Council

The Board may establish an Advisory Council, a non-governing, non-deliberating body charged with providing independent advice, strategic analysis and expert guidance. Members of the Advisory Council: possess no decision-making authority; serve exclusively pro bono; are eligible to participate in joint committee activities with the Board.

The current Advisors, duly appointed, are as follows:

- Steve Clancy (newnationproject.org), appointed 24 July 2025;
- John McCone (johnmccone.com), appointed 16 July 2025;
- Eric Miki (ericmiki.com), date of appointment to be recorded in the Official Register.

Appointments and removals of Advisors are decided by the Founding Director. The Advisory Council conducts its internal deliberations in accordance with Robert's Rules of Order or an equivalent system.

Art. 20 – Cercle des Ambassadeurs et des Amis

Le Directeur Fondateur peut instituer un Cercle des Ambassadeurs et des Amis, réseau informel de soutiens, de partenaires de communication et d'alliés institutionnels. Les membres du Cercle ne disposent d'aucune autorité de gouvernance ni droit de vote. Avec l'autorisation écrite préalable du Directeur Fondateur, ils peuvent représenter l'Association dans des contextes informels. Leur appartenance est reconnue publiquement sur le site officiel.

Les Ambassadeurs actuellement reconnus sont :

- Isabelle Castro (utopiainbeta.substack.com), désignée Amie et Ambassadrice ;
- Zuzana Martakova ([linkedin.com/in/zuzana-martakova-01374759/](https://www.linkedin.com/in/zuzana-martakova-01374759/)), désignée Amie et Ambassadrice.

Les nominations au Cercle sont décidées par le Directeur Fondateur, renouvelables annuellement et révocables à tout moment sans préavis. Tout membre du Cercle respecte les

Art. 20 – Ambassadors and Friends Circle

The Founding Director may establish an Ambassadors and Friends Circle, an informal network of supporters, communications partners and institutional allies. Members of the Circle hold no governance authority or voting rights. With the Founding Director's prior written authorisation, they may represent the Association in informal contexts. Membership is publicly recognised on the official website.

The currently recognised Ambassadors are:

- Isabelle Castro (utopiainbeta.substack.com), designated Friend and Ambassador;
- Zuzana Martakova ([linkedin.com/in/zuzana-martakova-01374759/](https://www.linkedin.com/in/zuzana-martakova-01374759/)), designated Friend and Ambassador.

Circle appointments are decided by the Founding Director, renewable annually and revocable at any time without notice. Every Circle member observes the confidentiality obligations (Art. 29) and conduct standards (Art. 29).

obligations de confidentialité (art. 29) et les normes de conduite (art. 29).

Art. 21 – Registre officiel et conservation des actes

Le Directeur Fondateur, ou son délégué, maintient un registre officiel sécurisé et chiffré de tous les Directeurs, Membres, Conseillers, Ambassadeurs et Consultants actuels et anciens, comprenant les dates de nomination et cessation de fonctions, copies des déclarations signées, et, pour les Conseillers et Ambassadeurs, le domaine de contribution. Le registre peut être conservé hors-ligne ou dans un référentiel numérique décentralisé chiffré.

Art. 21 – Official Register and Preservation of Records

The Founding Director, or his delegate, maintains a secure and encrypted Official Register of all current and former Directors, Members, Advisors, Ambassadors and Consultants, comprising dates of appointment and cessation of functions, copies of signed declarations, and, for Advisors and Ambassadors, the area of contribution. The register may be stored offline or in an encrypted decentralised digital repository.

CHAPITRE VI — FINANCES, ACTIFS NUMÉRIQUES ET GOUVERNANCE NUMÉRIQUE /

CHAPTER VI — FINANCES, DIGITAL ASSETS AND DIGITAL GOVERNANCE

Art. 22 – Gestion financière, portefeuilles à signatures multiples et comptes bancaires

L'Association ne poursuit aucun but lucratif. Ses actifs sont détenus en Bitcoin (BTC), PAX Gold (PAXG) et francs suisses (CHF). Les adresses de portefeuille BTC et PAXG sont publiées sur startupstates.swiss.

Portefeuilles à signatures multiples (multisig) : Les actifs numériques de l'Association sont de préférence conservés dans des portefeuilles à signatures multiples (multisig). Le Directeur Fondateur détient au minimum une clé dans tout arrangement multisig. Tout Directeur permanent (au sens de l'article 13) désigné par écrit par le Directeur Fondateur peut être co-détenteur de clé(s) dans l'arrangement multisig. Le seuil de signature est fixé par résolution du Conseil avec ratification du Directeur Fondateur (exemple : 2 clés sur 3 pour les opérations ordinaires ; 3 clés sur 5 pour les opérations importantes). Les protocoles de récupération d'urgence sont adoptés conformément à l'article 24.

Comptes bancaires et fintech : Le Directeur Fondateur, en consultation avec le Conseil, est habilité à établir des comptes bancaires et des comptes fintech au nom et au titre de l'Association auprès d'établissements financiers de son choix. La signature principale est dévolue au Directeur Fondateur. Tout Directeur permanent désigné par écrit par le Directeur Fondateur peut être co-signataire. Pour les transactions dépassant un seuil fixé par résolution du Conseil, la double signature (Directeur Fondateur + co-signataire désigné, ou deux co-signataires désignés) est requise.

L'Association ne conclut aucun emprunt sans résolution préalable du Conseil. Tout don ou contribution est enregistré conformément à l'article 9.

Art. 22 – Financial Management, Multi-Signature Wallets and Bank Accounts

The Association pursues no profit. Its assets are held in Bitcoin (BTC), PAX Gold (PAXG) and Swiss francs (CHF). BTC and PAXG wallet addresses are published on startupstates.swiss.

Multi-signature wallets (multisig): The Association's digital assets are preferably held in multi-signature wallets (multisig). The Founding Director holds at least one key in any multisig arrangement. Any Permanent Director (within the meaning of Article 13) designated in writing by the Founding Director may be a co-holder of key(s) in the multisig arrangement. The signature threshold is set by Board resolution with the Founding Director's ratification (example: 2 of 3 keys for ordinary operations; 3 of 5 for significant transactions). Emergency recovery protocols are adopted pursuant to Article 24.

Bank and fintech accounts: The Founding Director, in consultation with the Board, is authorised to establish bank accounts and fintech accounts in the name and on behalf of the Association with financial institutions of his choosing. Primary signing authority is vested in the Founding Director. Any Permanent Director designated in writing by the Founding Director may be a co-signatory. For transactions exceeding a threshold set by Board resolution, dual signature (Founding Director + designated co-signatory, or two designated co-signatories) is required.

The Association shall not incur any borrowing without a prior Board resolution. All donations and contributions are recorded pursuant to Article 9.

Art. 23 – Transparence financière et audit

L'Association publie, dans la mesure du possible, un état financier annuel détaillant toutes contributions reçues, actifs détenus et dépenses engagées, accessible sur startupstates.swiss. Le Conseil peut nommer un auditeur externe indépendant (pouvant inclure une vérification on-chain). Son rapport, une fois approuvé par le Conseil, peut être publié en tout ou partie.

Art. 23 – Financial Transparency and Audit

The Association shall, to the extent practicable, publish an annual financial statement itemising all contributions received, assets held and expenditures incurred, accessible on startupstates.swiss. The Board may appoint an independent external auditor (which may include on-chain verification). Its report, once accepted by the Board, may be published in whole or in part.

Art. 24 – Crise et contingence opérationnelle

Art. 24 – Operational Crisis and Contingency

En cas d'urgence avérée, le Directeur Fondateur peut déclarer un État de contingence interne, permettant un assouplissement temporaire des procédures ordinaires de quorum pour les seules décisions opérationnelles d'urgence. Les dispositions constitutives des présents Statuts (droits des membres, succession, dissolution) demeurent pleinement applicables. Toutes les mesures prises sont consignées par écrit et soumises à examen rétrospectif du Conseil dans les trente (30) jours suivant le retour au fonctionnement normal.

Art. 25 – Organisation Autonome Décentralisée (DAO) — Droit réservé

Sans obligation, l'Association se réserve le droit d'établir, d'initier et de superviser la création d'une Organisation Autonome Décentralisée (DAO) à tout moment, à la discrétion du Directeur Fondateur et avec l'assentiment du Conseil.

La DAO a pour vocation de : renforcer la transparence et la politique des comptes ouverts (open-books) de l'Association ; permettre une gouvernance et une comptabilité aussi proches que possible du temps réel sur une blockchain publique ; offrir une voie de participation aux Membres, Directeurs, Conseillers et Ambassadeurs via des mécanismes de gouvernance numérique.

L'Association constitue l'enveloppe juridique de la DAO, laquelle n'acquiert aucune personnalité juridique distincte. L'adresse du contrat déployé sur la blockchain est publiée sur startupstates.swiss dans les trente (30) jours de la création de la DAO.

La mise en œuvre et le fonctionnement de la DAO sont conformes au droit suisse et aux directives de la FINMA, de manière à éviter toute obligation d'autorisation au sens des lois applicables (LEFin, LSFIn, LB, LBA). La DAO ne constitue ni établissement financier ni intermédiaire financier ; elle ne procède à aucune émission publique de jetons-valeurs-mobilières et ne gère aucun capital de tiers de façon professionnelle.

Le Directeur Fondateur peut, par autorisation écrite, déléguer l'établissement et la gestion opérationnelle de la DAO à un Directeur ou à un Consultant désigné, sous sa supervision.

Art. 26 – NFT — Jetons non fongibles — Droit réservé

Sans obligation, la DAO peut, lorsqu'elle a été créée, émettre des jetons non fongibles (NFT) à l'intention des Directeurs, Membres, Conseillers et Ambassadeurs, à titre de : justificatifs de gouvernance ou de participation ; reconnaissances de qualité de membre ou de rôle institutionnel ; distinctions honorifiques ou de mérite.

L'émission de NFT est autorisée par le Directeur Fondateur, dans l'exercice de ses prérogatives conférées par l'article 15, et ne requiert pas d'approbation préalable du Conseil pour les émissions à caractère reconnaissant ou honorifique. L'émission de NFT ne constitue pas une valeur mobilière, un titre de créance, un instrument financier ou un actif d'investissement au sens du droit suisse applicable. L'Association ne garantit aucune valeur monétaire pour les NFT émis et décline toute responsabilité quant à leur valorisation secondaire ou leur négociabilité.

Les NFT émis par la DAO de l'Association sont conformes aux meilleures pratiques du secteur en matière de sécurité des contrats intelligents et de conformité réglementaire. Le

In the event of a genuine emergency, the Founding Director may declare a State of Internal Contingency, permitting a temporary relaxation of ordinary quorum procedures for urgent operational decisions only. The constitutional provisions of these Statutes (members' rights, succession, dissolution) remain fully applicable. All measures taken are recorded in writing and submitted to retrospective Board review within thirty (30) days of the return to normal operations.

Art. 25 – Decentralised Autonomous Organisation (DAO) — Reserved Right

Without obligation, the Association reserves the right to establish, initiate and oversee the creation of a Decentralised Autonomous Organisation (DAO) at any time, at the Founding Director's discretion and with the Board's assent.

The DAO is intended to: enhance the Association's transparency and open-books policy; enable governance and accounting as close to real-time as practicable on a public blockchain; offer a participation pathway to Members, Directors, Advisors and Ambassadors via digital governance mechanisms.

The Association serves as the legal wrapper for the DAO, which acquires no separate legal personality. The blockchain contract address is published on startupstates.swiss within thirty (30) days of the DAO's creation.

The DAO's establishment and operation comply with Swiss law and FINMA guidance, so as to preclude any licensing requirement under applicable laws (FinIA, FinSA, BA, AMLA). The DAO shall constitute neither a financial institution nor a financial intermediary; it shall not publicly issue securities-type tokens nor professionally manage third-party assets.

The Founding Director may, by written authorisation, delegate the establishment and operational management of the DAO to a designated Director or Consultant, under his supervision.

Art. 26 – NFTs — Non-Fungible Tokens — Reserved Right

Without obligation, the DAO may, once created, issue non-fungible tokens (NFTs) to Directors, Members, Advisors and Ambassadors, as: governance or participation credentials; recognitions of membership or institutional role; honorary or meritorious distinctions.

NFT issuance is authorised by the Founding Director, in exercise of his prerogatives under Article 15, and does not require prior Board approval for recognitive or honorary issuances. NFT issuance does not constitute a security, debt instrument, financial instrument or investment asset within the meaning of applicable Swiss law. The Association guarantees no monetary value for issued NFTs and accepts no liability in respect of their secondary valuation or tradability.

NFTs issued by the Association's DAO comply with industry best practices in smart contract security and regulatory compliance. The Founding Director, in consultation with the Board, sets the conditions of issuance, use and potential transfer of NFTs by resolution or ad hoc regulation.

Directeur Fondateur, en consultation avec le Conseil, fixe les conditions d'émission, d'utilisation et de transfert éventuel des NFT par voie de résolution ou de règlement ad hoc.

CHAPITRE VI BIS — ENTITÉ COMMERCIALE À BUT LUCRATIF / CHAPTER VI BIS — FOR-PROFIT COMMERCIAL ENTITY

Art. 26bis – Bras Commercial — Droit de création, structure et gouvernance

L'Association, représentée par le Directeur Fondateur agissant en consultation avec le Conseil d'administration, est expressément autorisée à constituer, financer, acquérir et détenir des participations — en totalité ou en partie — dans une entité commerciale à but lucratif distincte (ci-après « le Bras Commercial »). Le Directeur Fondateur sélectionne la juridiction de constitution du Bras Commercial en consultation avec le Conseil d'administration, en tenant compte des critères de stabilité juridique, de neutralité fiscale, de praticabilité opérationnelle et de conformité réglementaire internationale.

Objet exclusif du Bras Commercial :

Le Bras Commercial a pour objet exclusif d'agir en stricte conformité et en furtherance des objectifs de l'Association tels qu'ils sont définis à l'article 4 des présents Statuts. Sans limitation, le Bras Commercial est habilité à : prospecter, identifier, approcher, négocier, élaborer, instrumenter et superviser la mise en œuvre opérationnelle et diplomatique de nouvelles juridictions souveraines établies sur des terres émergées ; représenter l'Association et/ou ses clients ou partenaires dans des négociations avec des États souverains existants, en vue de la conclusion de traités, de cessions de territoire ou de concessions de souveraineté ; fournir des services de conseil stratégique, de représentation diplomatique, d'architecture constitutionnelle et de construction institutionnelle ; et percevoir des honoraires, commissions, redevances et autres rémunérations commerciales liées à ces services.

Le Bras Commercial ne peut, en aucun cas, agir contrairement aux objectifs de l'Association tels que définis à l'article 4, porter atteinte à la réputation ou à l'intégrité institutionnelle de l'Association, ni mener des activités incompatibles avec les valeurs et la mission de l'Association énoncées aux présents Statuts. Tout acte du Bras Commercial excédant son objet statutaire est réputé ultra vires et ne saurait engager la responsabilité de l'Association.

Propriété et gouvernance initiales :

Lorsque le Bras Commercial est financé, en tout ou en partie, par l'Association, celle-ci en est l'actionnaire majoritaire ou l'unique actionnaire à l'origine. La gouvernance initiale du Bras Commercial est assurée par le Directeur Fondateur, qui en est le premier gérant ou administrateur. Progressivement, et par décision du Directeur Fondateur en consultation avec le Conseil d'administration, la gestion opérationnelle du Bras Commercial peut être déléguée à des directeurs, gérants ou associés désignés, sous réserve que le Bras Commercial demeure à tout moment en stricte conformité avec les objectifs de l'Association. Cette délégation progressive ne prive pas l'Association du droit de regard et de contrôle ultime sur les activités du Bras Commercial.

Relations entre l'Association et le Bras Commercial :

Toute transaction, convention ou relation contractuelle entre l'Association et le Bras Commercial est conclue dans des conditions de pleine concurrence (arm's length), dûment documentée, soumise à la ratification du Directeur

Art. 26bis – Commercial Arm — Right of Creation, Structure and Governance

The Association, represented by the Founding Director acting in consultation with the Board of Directors, is expressly authorised to establish, finance, acquire and hold interests — in whole or in part — in a distinct for-profit commercial entity (hereinafter 'the Commercial Arm'). The Founding Director selects the Commercial Arm's jurisdiction of incorporation in consultation with the Board, having regard to criteria of legal stability, fiscal neutrality, operational practicability and international regulatory compliance.

Exclusive purpose of the Commercial Arm:

The Commercial Arm has the exclusive purpose of acting in strict conformity with and in furtherance of the Association's objects as defined in Article 4 of these Statutes. Without limitation, the Commercial Arm is authorised to: prospect, identify, approach, negotiate, elaborate, instrument and supervise the operational and diplomatic implementation of new sovereign jurisdictions established on dry land; represent the Association and/or its clients or partners in negotiations with existing sovereign states, with a view to concluding treaties, territorial cessions or sovereignty concessions; provide strategic advisory, diplomatic representation, constitutional architecture and institution-building services; and receive fees, commissions, royalties and other commercial remuneration in connection with such services.

The Commercial Arm may not, under any circumstances, act contrary to the Association's objects as defined in Article 4, damage the Association's reputation or institutional integrity, or conduct activities incompatible with the Association's values and mission as set out in these Statutes. Any act of the Commercial Arm exceeding its statutory purpose is deemed ultra vires and shall not engage the Association's liability.

Initial ownership and governance:

Where the Commercial Arm is financed, in whole or in part, by the Association, the Association is the majority or sole shareholder at the outset. Initial governance of the Commercial Arm is ensured by the Founding Director, who serves as its first manager or director. Progressively, and by decision of the Founding Director in consultation with the Board, operational management of the Commercial Arm may be delegated to designated directors, managers or partners, provided that the Commercial Arm remains at all times in strict compliance with the Association's objects. This progressive delegation does not deprive the Association of its ultimate oversight and control rights over the Commercial Arm's activities.

Relationship between the Association and the Commercial Arm:

All transactions, agreements or contractual relationships between the Association and the Commercial Arm are conducted on arm's length terms, duly documented, subject to the Founding Director's ratification and, for operations exceeding a threshold set by Board resolution, to Board approval. Patrimonial and operational separation between the Association and the Commercial Arm is maintained at all times.

Fondateur et, pour les opérations dépassant un seuil fixé par résolution du Conseil, à l'approbation du Conseil d'administration. La séparation patrimoniale et opérationnelle entre l'Association et le Bras Commercial est maintenue en tout temps.

Art. 26ter – Bras Commercial — Traitement fiscal, écosystème ouvert et garanties

Traitement fiscal différencié :

Les bénéfices réalisés par le Bras Commercial dans l'exercice de ses activités commerciales sont soumis au régime fiscal de droit commun applicable dans sa juridiction de constitution, ainsi qu'aux conventions fiscales internationales pertinentes. L'Association reconnaît expressément que les revenus générés par le Bras Commercial et perçus par l'Association (dividendes, distributions ou produits de cession de participations) peuvent être soumis à l'imposition dans la mesure prévue par le droit suisse applicable, nonobstant le statut fiscal exonéré de l'Association.

L'existence et les activités du Bras Commercial ne compromettent pas le statut fiscal exonéré de l'Association dès lors que : (i) les sommes perçues par l'Association au titre de ses participations sont intégralement affectées aux fins d'intérêt public définies à l'article 4 et ne sont distribuées à aucune personne à titre privé ; (ii) l'activité commerciale du Bras Commercial demeure accessoire et instrumentale par rapport à la mission d'intérêt public de l'Association ; (iii) la séparation juridique, opérationnelle et comptable entre l'Association et le Bras Commercial est rigoureusement maintenue. Ces conditions sont conformes à la doctrine administrative de l'AFC-GE et aux directives fédérales applicables en matière d'exonération fiscale des associations.

Affectation des produits perçus par l'Association :

Toute somme perçue par l'Association au titre de ses participations dans le Bras Commercial est affectée exclusivement et sans délai à la réalisation des objectifs statutaires d'intérêt public de l'Association. Aucune somme ne peut être distribuée, directement ou indirectement, à des personnes physiques ou morales liées à l'Association à titre privé, notamment aux Directeurs, Membres, Conseillers ou Ambassadeurs.

Écosystème ouvert — Principe de non-exclusivité :

L'Association demeure, nonobstant l'existence du Bras Commercial, favorable à et soutien actif de l'ensemble des acteurs — personnes physiques, entités publiques ou privées — qui cherchent, de bonne foi, à créer de nouveaux États souverains indépendants sur des terres émergées, de manière pacifique, éthique et conforme au droit international, que ces acteurs entretiennent ou non une relation avec le Bras Commercial. La création du Bras Commercial ne confère à l'Association aucun monopole, aucun droit exclusif ni aucune prérogative commerciale sur le concept des Startup States, sur la formation de nouveaux États souverains, ni sur les méthodes et approches promues par ses publications et travaux de recherche.

Dons à l'Association — Distinction fondamentale :

Les dons et contributions reçus directement par l'Association (art. 9) en tant qu'association à but non lucratif restent soumis au régime de l'exonération fiscale de l'Association, dans les conditions définies par les autorités fiscales compétentes. Ces dons demeurent distincts, sur les plans juridique, comptable et fiscal, des revenus commerciaux générés par le Bras Commercial. Les donateurs à

Art. 26ter – Commercial Arm — Tax Treatment, Open Ecosystem and Safeguards

Differentiated tax treatment:

Profits realised by the Commercial Arm in the exercise of its commercial activities are subject to ordinary corporate tax treatment in its jurisdiction of incorporation and to relevant international tax conventions. The Association expressly acknowledges that revenues generated by the Commercial Arm and received by the Association (dividends, distributions or proceeds of disposal of interests) may be subject to taxation to the extent provided by applicable Swiss law, notwithstanding the Association's tax-exempt status.

The existence and activities of the Commercial Arm do not compromise the Association's tax-exempt status provided that: (i) sums received by the Association in respect of its interests are integrally allocated to the public-interest purposes defined in Article 4 and are not distributed on a private basis to any person; (ii) the Commercial Arm's commercial activity remains accessory to and instrumental of the Association's public-interest mission; (iii) legal, operational and accounting separation between the Association and the Commercial Arm is rigorously maintained. These conditions are consistent with the administrative doctrine of the AFC-GE and applicable federal guidelines on tax exemption for associations.

Allocation of receipts by the Association:

Any sum received by the Association in respect of its interests in the Commercial Arm shall be allocated exclusively and without delay to the achievement of the Association's statutory public-interest objects. No sum may be distributed, directly or indirectly, on a private basis to natural or legal persons affiliated with the Association, including Directors, Members, Advisors or Ambassadors.

Open ecosystem — Non-exclusivity principle:

The Association remains, notwithstanding the existence of the Commercial Arm, favourable to and an active supporter of all actors — natural persons, public or private entities — who seek, in good faith, to create new independent sovereign states on dry land in a peaceful, ethical and internationally lawful manner, whether or not those actors are in any relationship with the Commercial Arm. The creation of the Commercial Arm confers upon the Association no monopoly, exclusive right or commercial prerogative over the Startup States concept, over the formation of new sovereign states, or over the methods and approaches promoted by its publications and research.

Donations to the Association — Fundamental distinction:

Donations and contributions received directly by the Association (Art. 9) as a non-profit association remain subject to the Association's tax-exempt status under the conditions defined by the competent tax authorities. These donations remain legally, accountably and fiscally distinct from commercial revenues generated by the Commercial Arm. Donors to the Association do not participate in the Commercial Arm's commercial activities and may not rely upon the relationship between the Association and the Commercial Arm.

L'Association ne participe pas aux activités commerciales du Bras Commercial et ne peuvent se prévaloir de la relation entre l'Association et le Bras Commercial.

CHAPITRE VII — OBLIGATIONS ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES / CHAPTER VII — ETHICAL AND PROFESSIONAL OBLIGATIONS

Art. 27 – Conflits d'intérêts

Tous Directeurs, Membres, Conseillers, Ambassadeurs et Consultants ont le devoir affirmatif de divulguer pleinement et sans délai tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perçu. En cas de double fonction, d'intérêts concurrents ou de transactions entre parties liées, la personne concernée se récusé de toute délibération et vote y afférents. Le Directeur Fondateur peut veto ou annuler toute décision jugée compromise. Toute transaction entre l'Association et une personne affiliée est conclue dans des conditions de pleine concurrence, dûment divulguée et conforme aux présents Statuts et au droit suisse.

Interdiction d'exploitation concurrentielle des ressources de l'Association :

Usage collaboratif des ressources de l'Association -- Principe fondateur :

L'Association est fondée sur le principe selon lequel le succès de chacun de ses Membres, Directeurs, Conseillers et Ambassadeurs dans la poursuite de la création pacifique, éthique et légale de nouveaux États souverains sur des terres émergées constitue, en essence, le succès de l'Association elle-même. En conséquence, tous les participants sont activement encouragés à s'appuyer sur les ressources intellectuelles, les travaux de recherche, les cadres d'analyse et le réseau de l'Association pour la réalisation de leurs propres initiatives de formation d'États souverains, sans restriction ni obligation d'attribution au-delà de ce qui est volontairement convenu entre les parties. La participation à l'Association ne saurait être interprétée comme limitant ou restreignant les efforts propres et indépendants d'un Membre, Directeur ou Conseiller visant à établir de nouvelles juridictions souveraines en conformité avec les objectifs de l'Association.

Protection des informations de projet spécifiques -- Principe de bonne foi mutuellement convenu :

Si l'usage général des ressources intellectuelles de l'Association est encouragé dans les conditions susvisées, les informations spécifiques et confidentielles -- notamment les détails de négociation, les structures d'accord, les contacts désignés et les données commerciales propriétaires -- qu'un Membre, Directeur ou Conseiller partage dans le cadre des activités de l'Association sont partagées dans un esprit de confiance mutuelle et de bonne foi. Aucun autre participant ne peut utiliser ces informations spécifiquement partagées pour concurrencer, saper, saboter ou s'approprier l'opportunité ou le projet particulier de la personne qui les a divulguées de bonne foi au sein de l'Association. Cette disposition ne restreint pas l'usage général des connaissances et des concepts ; elle protège uniquement les informations de projet spécifiquement identifiées et partagées contre toute utilisation contraire aux intérêts du participant qui les a communiquées.

Toute personne souhaitant rejoindre l'Association tout en poursuivant par ailleurs ses propres initiatives de création d'États souverains est invitée -- et non tenue -- à en informer le Directeur Fondateur à titre confidentiel. Cette démarche volontaire de transparence n'emporte aucune conséquence défavorable automatique ; elle permet simplement au

Art. 27 – Conflicts of Interest

All Directors, Members, Advisors, Ambassadors and Consultants are under an affirmative duty to disclose fully and without delay any actual, potential or reasonably perceived conflict of interests. In cases of dual roles, competing interests or related-party transactions, the person concerned recuses themselves from all relevant deliberations and votes. The Founding Director may veto or nullify any decision found compromised. Any transaction between the Association and an affiliated person is conducted on arm's length terms, duly disclosed and consistent with these Statutes and Swiss law.

Prohibition on competitive exploitation of Association resources:

Collaborative use of Association resources -- Founding principle:

The Association is founded on the principle that the success of each of its Members, Directors, Advisors and Ambassadors in pursuing the peaceful, ethical and lawful creation of new sovereign states on dry land is, in essence, the success of the Association itself. Accordingly, all participants are actively encouraged to draw upon the Association's intellectual resources, research, analytical frameworks and network in furtherance of their own aligned sovereign-state formation initiatives, without restriction or obligation of attribution beyond what is voluntarily agreed between the parties. Participation in the Association shall not be construed as limiting or restricting any Member's, Director's or Advisor's own independent efforts to establish new sovereign jurisdictions consistent with the Association's objects.

Protection of specific project information -- Mutually agreed good-faith principle:

While the general use of the Association's intellectual resources is encouraged as described above, specific and confidential information -- including negotiation details, deal structures, designated contacts and proprietary business intelligence -- that a Member, Director or Advisor shares in the context of Association activities is shared in a spirit of mutual trust and good faith. No other participant may use that specifically shared information to compete with, undermine, sabotage or misappropriate the particular opportunity or project of the person who disclosed it in good faith within the Association. This provision does not restrict the general use of knowledge and concepts; it protects only specifically identified and shared project information from being used in ways contrary to the interests of the participant who communicated it.

Every person wishing to join the Association whilst also pursuing their own aligned sovereign-state formation initiatives is invited -- and not required -- to inform the Founding Director thereof on a confidential basis. This voluntary gesture of transparency carries no automatic adverse consequence; it simply enables the Founding Director to coordinate efforts effectively and avoid unintentional overlaps. The existence of a parallel personal initiative aligned with the Association's objects constitutes no basis whatsoever for refusal of admission. The decision rests with the Founding Director's

Directeur Fondateur de coordonner les efforts au mieux et d'éviter les chevauchements involontaires. L'existence d'une initiative personnelle parallèle alignée sur les objectifs de l'Association ne constitue en aucun cas un motif de refus d'admission. La décision appartient à l'appréciation du Directeur Fondateur, qui peut, s'il le juge utile, proposer des modalités de coordination permettant d'éviter tout chevauchement involontaire.

assessment, who may, if deemed useful, suggest coordination arrangements to avoid any unintentional overlap.

Art. 28 – Exonération fiscale et affectation des ressources

L'Association affirme son caractère non lucratif et son objectif d'intérêt public en application de l'article 56, lettre g, LIFD, des dispositions correspondantes de la LIPM-GE (RS/GE D 3 15) et de la LCP (RS/GE D 3 05). Toutes ressources sont affectées de manière irrévocable à ses objectifs statutaires ; aucun avantage économique privatif ne peut être accordé. Le Directeur Fondateur est habilité à préparer et soumettre tout dossier requis auprès de l'AFC-GE et des autorités fédérales compétentes. En cas de dissolution, l'actif net résiduel est attribué exclusivement à une personne morale exonérée d'impôts en Suisse poursuivant un but analogue (art. 4 des présents Statuts).

Art. 28 – Tax Exemption and Allocation of Resources

The Association affirms its non-profit character and public-interest purpose pursuant to Article 56(g) LIFD, the corresponding provisions of LIPM-GE (RS/GE D 3 15) and LCP (RS/GE D 3 05). All resources are devoted irrevocably to its statutory objectives; no private economic benefit may be granted. The Founding Director is authorised to prepare and submit any required dossier to the AFC-GE and competent federal authorities. Upon dissolution, the residual net assets are transferred exclusively to a tax-exempt entity in Switzerland pursuing a similar purpose (Art. 4 of these Statutes).

Art. 29 – Confidentialité, éthique et conduite

Tous Directeurs, Membres, Conseillers, Ambassadeurs et Consultants signent un accord de confidentialité (NDA) couvrant délibérations internes, recherches non publiées, stratégies juridiques, méthodologies propriétaires et communications privilégiées. Toute violation constitue un motif de révocation immédiate et peut engager la responsabilité civile. Les obligations de confidentialité survivent à la cessation de toute relation avec l'Association.

Art. 29 – Confidentiality, Ethics and Conduct

All Directors, Members, Advisors, Ambassadors and Consultants shall execute a non-disclosure agreement (NDA) covering internal deliberations, unpublished research, legal strategies, proprietary methodologies and privileged communications. Any breach constitutes grounds for immediate removal and may give rise to civil liability. Confidentiality obligations survive cessation of any relationship with the Association.

Les actes suivants sont strictement interdits : corruption active ou passive ; fraude, fausse déclaration ou dissimulation volontaire de faits essentiels ; détournement ou usage non autorisé des actifs de l'Association ; transactions d'intérêt personnel découlant de fonctions officielles ; abus, vol ou appropriation indue de biens ou d'œuvres intellectuelles ; toute infraction pénale selon le droit suisse applicable.

The following acts are strictly prohibited: active or passive bribery; fraud, misrepresentation or wilful non-disclosure; embezzlement or unauthorised use of assets; self-dealing arising from official functions; abuse, theft or misappropriation of property or intellectual output; any criminal offence under applicable Swiss law.

Clause morale étendue à tous les membres de l'Association :

Morals clause extended to all members of the Association:

La clause morale s'applique sans exception à l'ensemble des Directeurs, Membres, Conseillers, Ambassadeurs et Consultants. Tout comportement, public ou privé, qui porte atteinte à la réputation de l'Association, contredit sa mission ou contrevient aux normes éthiques fondamentales constitue un motif de révocation ou de résiliation de la relation avec l'Association, à la seule discrétion du Directeur Fondateur, et sans préavis dans les cas graves. En cas d'exclusion ou de révocation fondée sur une violation de la clause morale, aucun remboursement de cotisation annuelle ni de toute autre contribution financière versée ne sera accordé. L'Association observe volontairement des pratiques prudentes en matière de LBA/LFT : transparence et légitimité de la provenance de tous les fonds, registres financiers clairs et vérifiables, gestion éthique des actifs.

The morals clause applies without exception to all Directors, Members, Advisors, Ambassadors and Consultants. Any conduct, public or private, that damages the Association's reputation, contradicts its mission or contravenes fundamental ethical norms constitutes grounds for removal or termination of the relationship with the Association, at the Founding Director's sole discretion and without notice in serious cases. In the event of expulsion or removal founded on a breach of the morals clause, no refund of any annual contribution or other financial payment made shall be granted. The Association voluntarily observes prudent AML/CTF practices: transparency and legitimacy of source of all funds, clear and verifiable financial records, ethical stewardship of assets.

Droit de recouvrement des paiements -- Sabotage délibéré et divulgation malveillante (sans lien avec l'usage collaboratif encouragé) :

Right to recover payments -- Wilful sabotage and malicious disclosure (distinct from encouraged collaborative use):

Pour éviter tout malentendu, le présent article n'a aucun lien avec l'usage collaboratif des ressources intellectuelles de l'Association par ses membres pour leurs propres initiatives alignées, tel qu'expressément encouragé à l'article 27. Il vise

For the avoidance of any doubt, this provision has no bearing on the collaborative use of the Association's intellectual resources by its members for their own aligned initiatives, as expressly encouraged under Article 27. It targets exclusively the intentional and malicious acts described below. Notwithstanding the provisions of Articles 31 and 32 on indemnity and good-faith liability waiver, the Association expressly reserves the right to demand the full restitution of all sums paid to any Director, Advisor, Consultant or Ambassador,

exclusivement les actes intentionnels et malveillants décrits ci-après. Nonobstant les dispositions des articles 31 et 32 portant sur l'indemnisation et l'exonération de responsabilité en cas de bonne foi, l'Association se réserve expressément le droit de demander la restitution intégrale de l'ensemble des sommes versées à tout Directeur, Conseiller, Consultant ou Ambassadeur, ainsi que le paiement de dommages-intérêts complémentaires y compris pour préjudice moral, dans les cas où l'intéressé commet ou cherche à commettre un acte intentionnel, délibéré et malveillant consistant : (i) à porter atteinte à la réputation de l'Association, à ses activités, à sa marque ou à ses membres ; ou (ii) à divulguer, exploiter ou utiliser sans le consentement écrit exprès du Directeur Fondateur, à des fins personnelles ou tierces, les informations confidentielles, secrets d'affaires, méthodes propriétaires, données internes ou actifs intellectuels de l'Association. Les clauses d'indemnisation (art. 31) et d'exonération de responsabilité (art. 32) ne couvrent pas de tels actes délibérément commis. Le droit de recouvrement de l'Association est indépendant de toute procédure pénale pouvant être engagée par ailleurs.

together with additional damages including for moral harm, in cases where the person concerned commits or seeks to commit an intentional, deliberate and malicious act consisting of: (i) damaging the reputation of the Association, its activities, its brand or its members; or (ii) disclosing, exploiting or using, without the express written consent of the Founding Director and for personal or third-party purposes, the Association's confidential information, trade secrets, proprietary methods, internal data or intellectual assets. The indemnity clause (Art. 31) and the good-faith liability waiver (Art. 32) do not cover such deliberately committed acts. The Association's right of recovery is independent of any criminal proceedings that may separately be brought.

CHAPITRE VIII — DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES / CHAPTER VIII — INSTITUTIONAL PROVISIONS

Art. 30 – Publications, consultants et plateformes

Aucun livre blanc, communiqué de presse, document de politique publique ni déclaration publique ne peut être émis sans approbation du Conseil ou autorisation écrite du Directeur Fondateur. Les Consultants et Ambassadeurs ne peuvent représenter l'Association sans consentement écrit préalable. Nulle personne ne peut se présenter comme affiliée à l'Association sans le consentement du Directeur Fondateur ou du Conseil. L'Association peut recourir à des Consultants ; toute collaboration est régie par un contrat écrit de prestataire indépendant ; l'Association n'emploie aucun salarié. Les contrats dépassant l'équivalent de 0,1 BTC par an ou portant sur des livrables sensibles sont divulgués au Conseil.

Les opérations numériques sont menées via des plateformes sécurisées (art. 17). L'Association se conforme à la Loi fédérale sur la protection des données (LPD ; RS 235.1) et, le cas échéant, au RGPD de l'UE. Les documents fondamentaux, financiers, contractuels et stratégiques sont conservés au moins dix (10) ans. L'Association reconnaît les signatures électroniques cryptographiques (PGP, Swisscom Sign ou équivalent) comme juridiquement contraignantes.

Art. 30 – Publications, Consultants and Platforms

No white paper, press release, policy document or public statement may be issued without Board approval or the Founding Director's written authorisation. Consultants and Ambassadors may not represent the Association without prior written consent. No person may represent themselves as affiliated with the Association without the Founding Director's or Board's consent. The Association may engage Consultants; all engagements are governed by written independent contractor agreements; the Association has no employees. Contracts exceeding the equivalent of 0.1 BTC per annum or involving sensitive deliverables are disclosed to the Board.

Digital operations are conducted via secure platforms (Art. 17). The Association complies with the Federal Act on Data Protection (FADP; RS 235.1) and, where applicable, the EU GDPR. Foundational, financial, contractual and strategic documents are retained for at least ten (10) years. The Association recognises cryptographic electronic signatures (PGP, Swisscom Sign or equivalent) as legally binding.

CHAPITRE IX — DISPOSITIONS FINALES / CHAPTER IX — FINAL PROVISIONS

Art. 31 – Indemnisation et exonération de responsabilité

L'Association indemnise le Directeur Fondateur dans toute la mesure permise par le droit suisse pour tous actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions. Tous les autres Directeurs et Conseillers sont indemnisés dans les mêmes conditions. L'indemnisation ne s'applique pas en cas de faute intentionnelle, violations matérielles des articles 27 (conflits d'intérêts) ou 29 (éthique), ou infractions pénales.

Aucun Directeur, Membre, Conseiller ou Ambassadeur n'est tenu personnellement responsable pour tout acte ou omission commis de bonne foi dans la croyance raisonnable qu'il était dans le meilleur intérêt de l'Association. Cette

Art. 31 – Indemnity and Liability Waiver

The Association indemnifies the Founding Director to the fullest extent permitted by Swiss law for all acts performed in good faith in the exercise of his functions. All other Directors and Advisors are indemnified on the same basis. Indemnity does not apply in cases of wilful misconduct, material breaches of Article 27 (conflicts of interest) or Article 29 (ethics), or criminal offences.

No Director, Member, Advisor or Ambassador shall be held personally liable for any act or omission committed in good faith under the reasonable belief that it was in the best interests of the Association. This waiver does not apply in cases of gross negligence, wilful misconduct or criminal activity.

exonération ne s'applique pas en cas de négligence grave, faute intentionnelle ou activité criminelle.

Art. 32 – Langue et traduction

La version française des présents Statuts est la version officielle, juridiquement contraignante et authentique, conformément aux lois de la République et Canton de Genève, lesquelles reconnaissent le français comme langue officielle cantonale (article 6 de la Constitution de la République et Canton de Genève du 14 octobre 2012 ; article 1 de la Loi sur l'administration [LAdm-GE ; RS/GE B 2 05]).

La traduction anglaise est fournie à titre d'information et de référence pratique uniquement. Elle n'a aucun effet juridique autonome. En cas de divergence, la version française prévaut et constitue le seul texte juridiquement authentique reconnu par les autorités suisses.

Art. 32 – Language and Translation

The French version of these Statutes is the official, legally binding and authoritative version, consistent with the laws of the Republic and Canton of Geneva, which recognise French as the official cantonal language (Article 6 of the Constitution of the Republic and Canton of Geneva of 14 October 2012; Article 1 of the Administrative Act [LAdm-GE; RS/GE B 2 05]).

The English translation is provided for information and practical reference only. It has no autonomous legal effect. In the event of any divergence, the French version prevails and constitutes the sole legally authoritative text recognised by the Swiss authorities.

Art. 33 – Amendements

Les présents Statuts ne peuvent être modifiés que par une résolution adoptée par au moins deux tiers ($\frac{2}{3}$) de l'ensemble des Directeurs en fonction et la ratification expresse du Directeur Fondateur. Tous les amendements sont consignés par écrit, signés par le Directeur Fondateur et annexés aux Documents fondateurs.

Art. 33 – Amendments

These Statutes may be amended only by a resolution adopted by not fewer than two-thirds ($\frac{2}{3}$) of all Directors in office and the express ratification of the Founding Director. All amendments are documented in writing, signed by the Founding Director and appended to the Founding Documents.

Art. 34 – Dissolution

L'Association peut être dissoute par résolution adoptée par au moins trois quarts ($\frac{3}{4}$) de l'ensemble des Directeurs en fonction et ratification du Directeur Fondateur. Tout actif résiduel est attribué exclusivement à une personne morale exonérée d'impôts en Suisse poursuivant un but analogue d'intérêt public. Aucun actif ne peut être distribué à un Directeur, Membre, Conseiller ou Ambassadeur à titre individuel.

Art. 34 – Dissolution

The Association may be dissolved by a resolution adopted by not less than three-quarters ($\frac{3}{4}$) of all Directors in office and the Founding Director's ratification. Any residual assets are transferred exclusively to a tax-exempt entity in Switzerland pursuing a similar public-interest purpose. No assets may be distributed to any individual Director, Member, Advisor or Ambassador.

Art. 35 – Clause de dissociabilité et intégralité

Si une disposition est jugée invalide, illégale ou inapplicable, elle est réputée pro non scripta sans affecter les autres dispositions, qui demeurent en pleine vigueur. Le Conseil, avec ratification du Directeur Fondateur, peut la remplacer par une disposition valide produisant des effets aussi proches que possible.

Les présents Statuts et les Documents fondateurs constituent le cadre de gouvernance complet et exclusif de la STARTUP STATES SOCIETY, intégrant tous les amendements antérieurement adoptés. Ils prévalent sur tous instruments antérieurs, lesquels sont par la présente déclarés nuls et non avenus.

Art. 35 – Severability and Entirety

Should any provision be adjudged invalid, unlawful or unenforceable, it shall be deemed pro non scripta without affecting the remaining provisions, which shall remain in full force. The Board, with the Founding Director's ratification, may replace it with a valid provision producing effects as close as possible to the original.

These Statutes and the Founding Documents constitute the complete and exclusive governing framework of the STARTUP STATES SOCIETY, incorporating all previously adopted amendments. They supersede all prior instruments, which are hereby declared null and void.

ANNEXE A — HISTORIQUE DES ACTES FONDATEURS ET AMENDEMENTS / SCHEDULE A — HISTORY OF FOUNDING INSTRUMENTS AND AMENDMENTS

I. Statuts originaux en anglais

Titre : STARTUP STATES SOCIETY STATUTES & RESOLUTION

Date d'exécution : 4 juin 2025

Lieu d'exécution : Mérida, Yucatán, Mexique (par vidéoconférence)

Commissaire instrumentant : Manpreet Kaur, Commissaire aux Serments, Milton, Ontario, Canada

Domicile déclaré : Nyon, Canton de Vaud, Suisse (SwissMailBox PMB 184, Route de Saint-Cergue 24Bis, 1260 Nyon)

STARR LLC déclarée comme : Série de OTOCO LLC (Îles Marshall), formée le 4 octobre 2024, Numéro NFT : 496

Empreinte numérique eversign (Document Hash) : 92d99e17320d45dca639bd185f390cee

Référence : SSSStatutes.pdf

I. Original English Statutes

Title: STARTUP STATES SOCIETY STATUTES & RESOLUTION

Date of execution: 4 June 2025

Place of execution: Mérida, Yucatán, Mexico (via videoconference)

Attesting commissioner: Manpreet Kaur, Commissioner for Oaths, Milton, Ontario, Canada

Declared domicile: Nyon, Canton of Vaud, Switzerland (SwissMailBox PMB 184, Route de Saint-Cergue 24Bis, 1260 Nyon)

STARR LLC declared as: Series of OTOCO LLC (Marshall Islands), formed 4 October 2024, NFT No. 496

eversign digital fingerprint (Document Hash): 92d99e17320d45dca639bd185f390cee

Reference: SSSStatutes.pdf

II. Statuts révisés en anglais

Titre : STARTUP STATES SOCIETY STATUTES

Date d'exécution : 1er juillet 2025

Lieu d'exécution : Mérida, Yucatán, Mexique (par vidéoconférence)

Commissaire instrumentant : Manpreet Kaur, Commissaire aux Serments, Milton, Ontario, Canada

Domicile transféré à : Genève, Canton de Genève, Suisse (SwissMailBox 467, 12, Rue Le Corbusier, 1208 Genève)

STARR LLC redéclarée comme : Société à responsabilité limitée du Nouveau-Mexique, É.-U. (numéro de dossier 3079464, numéro d'immatriculation 0008034446, agent enregistré Registered Agents Inc, 1209 Mountain Road PL NE, Ste R, Albuquerque, NM 87110)

Empreinte numérique eversign (Document Hash) : 30a85ba9ebf943d594eb78fc0bb8ca01

Référence : StatutesJuly2025.pdf

II. Revised English Statutes

Title: STARTUP STATES SOCIETY STATUTES

Date of execution: 1 July 2025

Place of execution: Mérida, Yucatán, Mexico (via videoconference)

Attesting commissioner: Manpreet Kaur, Commissioner for Oaths, Milton, Ontario, Canada

Domicile transferred to: Geneva, Canton of Geneva, Switzerland (SwissMailBox 467, 12, Rue Le Corbusier, 1208 Geneva)

STARR LLC redeclared as: New Mexico limited liability company, USA (file no. 3079464, business filing no. 0008034446, registered agent Registered Agents Inc, 1209 Mountain Road PL NE, Ste R, Albuquerque, NM 87110)

eversign digital fingerprint (Document Hash): 30a85ba9ebf943d594eb78fc0bb8ca01

Reference: StatutesJuly2025.pdf

III. Statuts français consolidés + Amendements I, II et III

Titre : STARTUP STATES SOCIETY STATUTES (version française + Amendements I–III)

Date d'exécution : 20 octobre 2025

Lieu d'exécution : Durrës, République d'Albanie (par vidéoconférence)

Commissaire instrumentant : Jazmin Rocio Magana Garcia, Commissaire aux Serments, Barrie, Ontario, Canada (No. P16200)

Amendement I (20 oct. 2025) : Identification officielle et coordonnées institutionnelles — UID CHE-418.101.559 ; domaine startupstates.swiss ; télécopie +41 27 539 16 11 ; nomination de John McCone (16 juil. 2025) et Steve Clancy (24 juil. 2025) comme Conseillers

Amendement II (20 oct. 2025) : Autorisation pour la création d'une DAO

Amendement III (20 oct. 2025) : But non lucratif et demande d'exonération fiscale — article 56, lettre g, LIFD

Identifiant DocuSign : 3CD1CA7A-391D-4F9F-9713-14BABDC3E558

III. French Consolidated Statutes + Amendments I, II and III

Title: STARTUP STATES SOCIETY STATUTES (French version + Amendments I–III)

Date of execution: 20 October 2025

Place of execution: Durrës, Republic of Albania (via videoconference)

Attesting commissioner: Jazmin Rocio Magana Garcia, Commissioner for Oaths, Barrie, Ontario, Canada (No. P16200)

Amendment I (20 Oct. 2025): Official identification and institutional contact details — UID CHE-418.101.559; domain startupstates.swiss; facsimile +41 27 539 16 11; appointment of John McCone (16 Jul. 2025) and Steve Clancy (24 Jul. 2025) as Advisors

Amendment II (20 Oct. 2025): Authorisation for creation of a DAO

Amendment III (20 Oct. 2025): Non-profit purpose and request for tax exemption — Article 56(g) LIFD

DocuSign Envelope ID: 3CD1CA7A-391D-4F9F-9713-14BABDC3E558

Référence : SSSFr.pdf	Reference: SSSFr.pdf
<p>IV. Présents Statuts consolidés — Version 2026</p> <p>Titre : STARTUP STATES SOCIETY — STATUTS CONSOLIDÉS</p> <p>Date d'exécution : [à inscrire lors de la signature]</p> <p>Lieu d'exécution : [à préciser — par vidéoconférence depuis _____, via la plateforme en ligne Notarize.ca]</p> <p>Commissaire instrumentant : [à préciser — Commissaire aux Serments, Province de l'Ontario, Canada]</p> <p>Objet : Refonte structurelle complète, intégrant tous les actes antérieurs, avec adjonction des dispositions relatives : aux voies d'accès au Conseil ; aux limites de mandat et Directeurs permanents ; à la préférence suisse ; aux portefeuilles multisig et comptes bancaires ; à la DAO et aux NFT ; ainsi que la présente Déclaration des Fondateurs et l'Acte de reconnaissance notariale.</p>	<p><i>IV. Present Consolidated Statutes — 2026 Version</i></p> <p><i>Title: STARTUP STATES SOCIETY — CONSOLIDATED STATUTES</i></p> <p><i>Date of execution: [to be completed upon signing]</i></p> <p><i>Place of execution: [to be specified — via videoconference from _____, through the online platform Notarize.ca]</i></p> <p><i>Attesting commissioner: [to be specified — Commissioner for Oaths, Province of Ontario, Canada]</i></p> <p><i>Subject matter: Full structural restatement incorporating all prior instruments, with addition of provisions relating to: pathways to the Board; term limits and Permanent Directors; Swiss nexus preference; multisig wallets and bank accounts; DAO and NFTs; as well as the present Founders' Declaration and Notarial Acknowledgment.</i></p>

II. DÉCLARATION DES FONDATEURS / II. FOUNDERS' DECLARATION

1. Constitution de l'Association / 1. Constitution of the Association

Nous, soussignés, fondateurs légitimes et volontaires de la STARTUP STATES SOCIETY, adoptons par la présente dans leur intégralité les présents Statuts consolidés et Documents fondateurs, et décidons de constituer l'Association conformément aux lois de la Confédération suisse. L'Association est établie en tant que personne morale dotée de sa propre identité juridique distincte, conformément aux articles 60 et suivants du Code civil suisse (CC ; RS 210). L'Association n'est pas l'alter ego, l'agent ni l'extension d'aucun de ses Fondateurs, Directeurs, Conseillers, Consultants ou Membres, mais agit comme une entité juridique indépendante à part entière.

We, the undersigned, being the lawful and voluntary founders of the STARTUP STATES SOCIETY, hereby adopt in full the present Consolidated Statutes and Founding Documents, and resolve to constitute the Association in accordance with the laws of the Swiss Confederation. The Association is established as a juridical person with its own distinct legal identity pursuant to Articles 60 et seq. of the Swiss Civil Code (CC; RS 210). The Association is not the alter ego, agent or extension of any of its Founders, Directors, Advisors, Consultants or Members, but operates as an independent legal person in its own right.

2. Membres Fondateurs / 2. Founding Members

(a) STARR LLC — Nouveau-Mexique, États-Unis d'Amérique

Société à responsabilité limitée organisée et existant en vertu des lois de l'État du Nouveau-Mexique, États-Unis d'Amérique, conformément au Chapter 53, Article 19 of the New Mexico Statutes Annotated 1978, « Limited Liability Company Act ».

Date de dépôt : Lundi, 30 juin 2025 à 13h42 (heure locale), confirmée par le Secrétaire d'État du Nouveau-Mexique.

Numéro de dossier : 3079464

Numéro d'immatriculation commerciale : 0008034446

Agent enregistré : Registered Agents Inc, 1209 Mountain Road PL NE, Ste R, Albuquerque, NM 87110

Représentant autorisé : David Roberts

Je, Julien Andrew Montel Starr, suis l'organisateur, le gérant unique et le membre unique (MGRM) dûment autorisé de STARR LLC. Conformément aux Articles d'Organisation, et notamment aux dispositions de la clause additionnelle de l'avant-dernière phrase, il est expressément indiqué et enregistré : « Il est par la présente déclaré que STARR LLC peut agir en qualité de fondateur d'une organisation à but non lucratif établie conformément aux lois de la Suisse, et plus précisément selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse. » En vertu de cette autorité, je confirme par la présente que STARR LLC agit en qualité de fondateur de la STARTUP STATES SOCIETY, conformément au droit suisse.

(a) STARR LLC — New Mexico, United States of America

A limited liability company organised and existing under the laws of the State of New Mexico, United States of America, pursuant to Chapter 53, Article 19 of the New Mexico Statutes Annotated 1978, 'Limited Liability Company Act'.

Filing date: Monday, 30 June 2025 at 13:42 hours local time, as confirmed by the New Mexico Secretary of State.

File identification number: 3079464

Business filing number: 0008034446

Registered agent: Registered Agents Inc, 1209 Mountain Road PL NE, Ste R, Albuquerque, NM 87110

Contact person: David Roberts

I, Julien Andrew Montel Starr, am the duly authorised organiser, sole manager and sole member (MGRM) of STARR LLC. Pursuant to the Articles of Organisation, and specifically in accordance with the provisions set forth under Additional Articles, in the penultimate sentence thereof, it is expressly stated and recorded: 'It is hereby declared that STARR LLC may serve as a founder for a non-profit organisation established in accordance with the laws of Switzerland, specifically pursuant to Articles 60 et seq. of the Swiss Civil Code.' In exercise of the authority thereby vested, I hereby confirm that STARR LLC serves and acts as a founder for the STARTUP STATES SOCIETY in accordance with Swiss law.

Signé pour et au nom de STARR LLC :

Julien Andrew Montel Starr, en qualité d'organisateur, de gérant unique et de membre unique (MGRM)

Signature :

Signed for and on behalf of STARR LLC:

Julien Andrew Montel Starr, as organiser, sole manager and sole member (MGRM)

Signature:

(b) Julien Andrew Montel Starr — Personne physique

Carte de Résident Numérique de la République de Palaos : ID MZR8919K

Délivrée le : 3 octobre 2024

Expirée le : 3 octobre 2026

Statut civil : Célibataire, sans personnes à charge

Signature :

(b) Julien Andrew Montel Starr — Natural Person

Republic of Palau Digital Resident Card: ID MZR8919K

Issued: 3 October 2024

Expired: 3 October 2026

Civil status: Unmarried without dependents

Signature:

3. Élection du Directeur Fondateur / 3. Election of the Founding Director

Conformément aux présents Statuts, il est par la présente déclaré que Julien Andrew Montel Starr est élu Directeur Fondateur, ayant obtenu deux (2) votes favorables et aucun (0) vote contre, dont un vote en sa capacité personnelle et un second vote en sa qualité d'organisateur, de gérant unique et de membre unique de STARR LLC, confirmant ainsi son élection comme Directeur Fondateur. La présente déclaration constitue preuve formelle de ladite élection, intervenue lors de la signature des présents Statuts consolidés.

Pursuant to these Statutes, it is hereby declared that Julien Andrew Montel Starr is elected Founding Director, having received two (2) votes in favour and zero (0) against, including one vote in his personal capacity and a further vote in his capacity as organiser, sole manager and sole member of STARR LLC, thereby confirming him as Founding Director. This statement shall serve as formal evidence of the aforementioned election, which took place at the time of signing of these Consolidated Statutes.

4. Déclaration de Double Rôle et de Distinction Juridique / 4. Declaration of Dual Role and Legal Distinction

Il est par la présente divulgué et confirmé que Julien Andrew Montel Starr, l'un des Membres Fondateurs à titre personnel, agit également en qualité de gérant unique et membre unique de STARR LLC, entité fondatrice de l'Association. Bien que les deux membres fondateurs soient sous contrôle commun, ils sont reconnus comme personnes juridiques distinctes selon leurs cadres juridiques respectifs. L'Association confirme que cette situation de double rôle satisfait à l'exigence de pluralité de fondateurs prévue à l'article 60 CC, sans compromettre la validité ni la légalité de sa constitution.

It is hereby disclosed and confirmed that Julien Andrew Montel Starr, one of the Founding Members in his personal capacity, also serves as sole manager and sole member of STARR LLC, a founding legal entity of the Association. Although both founding members are under common control, they are recognised as separate legal persons under their respective jurisdictional frameworks. The Association confirms that this dual-role arrangement satisfies the membership plurality requirement of Article 60 CC without compromising the voluntariness or legal sufficiency of its constitution.

L'Association n'est pas un conduit, un alter ego, un mandataire ou un instrument économique de l'un quelconque de ses Fondateurs. Les actifs, passifs et opérations de l'Association sont entièrement et définitivement distincts de ceux de ses Fondateurs, Directeurs, Conseillers ou Consultants. Aucun Fondateur, Directeur, Conseiller ou Consultant ne supporte de responsabilité personnelle pour les dettes ou obligations de l'Association.

The Association is not a conduit, alter ego, proxy or economic instrumentality of any of its Founders. The Association's assets, liabilities and operations are fully and permanently separate from those of its Founders, Directors, Advisors or Consultants. No Founder, Director, Advisor or Consultant bears personal liability for the debts or obligations of the Association.

Dans l'éventualité où STARR LLC serait déclarée dépourvue de pleine personnalité ou capacité juridique, une telle décision n'affecterait en rien la validité, la continuité ou la légitimité de l'Association, laquelle est réputée valablement constituée à tout moment sur la base de la capacité continue d'au moins un fondateur qualifié.

In the event that STARR LLC is ever determined to lack full legal personality or capacity, such determination shall not affect the validity, continuity or legitimacy of the Association, which shall be deemed validly constituted at all times on the basis of the continuing capacity of at least one qualified founder.

III. CLAUSE D'ARBITRAGE / III. ARBITRATION CLAUSE

Avant toute saisine d'un tribunal arbitral, les parties s'engagent à rechercher une résolution amiable par médiation interne dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la notification écrite formelle du différend.

Tout litige, controverse ou réclamation découlant des présents Statuts ou s'y rapportant — y compris toute question relative à leur existence, validité, interprétation, exécution ou résiliation — est soumis à l'arbitrage selon le Règlement suisse d'arbitrage international du Centre d'Arbitrage Suisse, en vigueur au moment du dépôt de la notification d'arbitrage.

Paramètres essentiels de l'arbitrage :

Nombre d'arbitres : Un (1). Siège : en ligne ; à défaut de possibilité légale, Genève, Suisse. Langue : anglais. Base décisionnelle : preuves documentaires uniquement. Avance sur frais : à la charge de la partie requérante. La partie gagnante a droit au remboursement intégral des frais juridiques et d'arbitrage. Si l'Association obtient gain de cause, elle pourra, dans la mesure permise par la loi, réclamer des dommages-intérêts punitifs triplés.

Toute matière non arbitrable relève de la juridiction exclusive des tribunaux compétents du Canton de Genève. Les présents Statuts sont régis par le droit matériel suisse, à l'exclusion de ses règles de conflit de lois.

Centre d'Arbitrage Suisse — Boulevard du Théâtre 4 — 1204 Genève — Tél. : +41 22 310 37 31 — asa@swissarbitration.org

Before submitting any dispute to arbitration, the parties shall engage in good-faith mediation within thirty (30) calendar days of a formal written notice of dispute.

Any dispute, controversy or claim arising from or in connection with these Statutes — including any question regarding their existence, validity, interpretation, performance or termination — shall be submitted to arbitration under the Swiss Rules of International Arbitration of the Swiss Arbitration Centre, in force at the time of filing.

Key arbitration parameters:

Number of arbitrators: One (1). Seat: online; if impermissible, Geneva, Switzerland. Language: English. Basis of decision: documentary evidence only. Advance on costs: borne by the initiating party. The prevailing party shall be entitled to full recovery of legal and arbitration costs. Should the Association prevail, it shall, where legally permissible, seek treble punitive damages.

Any non-arbitrable matter falls under the exclusive jurisdiction of the competent courts of the Canton of Geneva. These Statutes are governed by Swiss substantive law, excluding its conflict-of-laws rules.

Swiss Arbitration Centre — Boulevard du Théâtre 4 — 1204 Geneva — Tel: +41 22 310 37 31 — asa@swissarbitration.org

IV. ACTE DE RECONNAISSANCE / IV. NOTARIAL ACKNOWLEDGMENT

PROVINCE DE L'ONTARIO, CANADA


Assermenté / Affirmé solennellement à distance, via vidéoconférence, par Julien Andrew Montel Starr, déclarant être situé à Durres, Albanie, le 16 Mai 2026, devant le commissaire aux serments soussigné, situé dans la Province de l'Ontario, Canada, conformément au Règlement de l'Ontario 431/20 — Prestation des serments ou réception des déclarations à distance.

Le 16^{eme} jour de Mai 2026, devant moi, soussigné(e), Commissaire aux Serments dûment nommé et assermenté dans et pour la Province de l'Ontario, Canada, a comparu par voie électronique JULIEN ANDREW MONTEL STARR, dûment identifié(e), qui a signé le présent instrument à distance, conformément aux dispositions applicables.

Je déclare avoir personnellement été témoin, en ma qualité de Commissaire aux Serments, de la signature des présents Statuts consolidés en langue française et de l'ensemble des documents annexés par JULIEN ANDREW MONTEL STARR, et qu'il a reconnu les avoir signés librement et volontairement pour les fins y mentionnées, en sa qualité de Fondateur et Directeur de la STARTUP STATES SOCIETY.

Fait et signé électroniquement via la plateforme en ligne Notarize.ca, conformément à la Loi de 2000 sur le commerce électronique et à la Loi sur les Commissaires aux Affidavits de la Province de l'Ontario.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et mon sceau officiel ce 16^{eme} jour de Mai 2026.

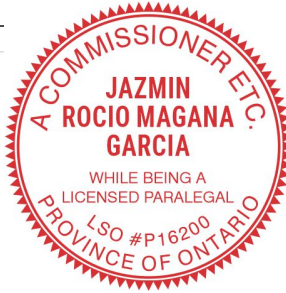
Signature  Commissaire :

Nom Jazmin Rocio Magana Garcia du Commissaire :

Titre : Commissaire aux Serments de la Province de l'Ontario

Numéro d'inscription : LSO #P16200

Cachet / Sceau :



PROVINCE OF ONTARIO, CANADA

Sworn/Affirmed/Declared and subscribed remotely, via videoconference, by Julien Andrew Montel Starr, stated as being located in Durres, Albania, on May 16, 2026, before the duly noted Commissioner for Oaths in the Province of Ontario, Canada, in accordance with O Reg 431/20, Administering Oath or Declaration Remotely.

On this 16th day of May 2026, before me, the undersigned Commissioner for Oaths duly appointed and commissioned in and for the Province of Ontario, Canada, personally appeared by electronic means JULIEN ANDREW MONTEL STARR, having been duly identified, who executed this instrument remotely, in accordance with applicable provisions.

I further declare that, as Commissioner for Oaths, I have personally witnessed the execution of the present Consolidated Statutes in the French language and of all annexed documents by JULIEN ANDREW MONTEL STARR, and that he acknowledged each signature to have been made freely and voluntarily for the purposes therein contained, in his capacity as Founder and Director of the STARTUP STATES SOCIETY.

Signed and sealed electronically through the Notarize.ca online platform, in accordance with the Electronic Commerce Act, 2000 and the Commissioners for Taking Affidavits Act of the Province of Ontario.

IN WITNESS WHEREOF, I have hereunto set my hand and official seal this 16th day of May 2026.

Commissioner's  Signature:

Commissioner's Jazmin Rocio Magana Garcia Name:

Title: Commissioner for Oaths for the Province of Ontario

Registration No.: LSO #P16200

Seal:

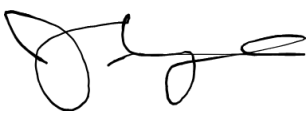





Document Details

Title SSS_Statutes_Final.docx
File Name SSS_Statutes_Final.docx
Document ID 2ad96dd111ad476f83781e027ad08668
Fingerprint 803410f192230a741b86523ae127cddf
Status Completed

Document History

Document Created	Document Created by Jazmin Magana Garcia (jmagana@notarize.ca) Fingerprint: 0a245d675d17528496cc898ac9f81cf1	2026 May 16 07:18AM America/Toronto
Document Sent	Document Sent to Jazmin Magana Garcia (jmagana@notarize.ca)	2026 May 16 07:18AM America/Toronto
Document Sent	Document Sent to Julien Andrew Montel Starr (julien@startupstates.com)	2026 May 16 07:18AM America/Toronto
Document Viewed	Document Viewed by Julien Andrew Montel Starr (julien@startupstates.com) IP: 193.163.187.195	2026 May 16 07:18AM America/Toronto
Document Signed	Document Signed by Julien Andrew Montel Starr (julien@startupstates.com) IP: 193.163.187.195 	2026 May 16 07:19AM America/Toronto
Document Viewed	Document Viewed by Jazmin Magana Garcia (jmagana@notarize.ca) IP: 99.233.208.85	2026 May 16 07:19AM America/Toronto
Document Signed	Document Signed by Jazmin Magana Garcia (jmagana@notarize.ca) IP: 99.233.208.85 	2026 May 16 07:20AM America/Toronto

**Document
Completed**

This document has been completed.
Fingerprint: 803410f192230a741b86523ae127cddf

2026 May 16
07:20AM
America/Toronto
